

N° 67-202-X au catalogue

Bilan des investissements internationaux du Canada



Troisième trimestre 2009



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 67-202-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de la balance des paiements

Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Troisième trimestre 2009

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2009

N° 67-202-X au catalogue, vol. 7, n° 3

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été préparé par Christian Lajule, Komal Bobal, John Foley et Patrick O'Hagan.

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Guide des tableaux

Tableau explicatif A Guide des tableaux

	Actif			Passif		
	Trimestriel		Annuel	Trimestriel		Annuel
	2004 à 2009	1996 à 2009	1996 à 2008	2002 à 2009	1996 à 2009	1996 à 2008
	numéro de tableau					
Total						
Tous les pays	1			1		
Région géographique		21-1 et 22-1	23-1 à 27-1		21-2 et 22-2	23-2 à 27-2
Investissements directs						
Région géographique			2			10
Industrie			3			11
Bénéfices		4-1	4-2		12-1	12-2
Investissements de portefeuille						
Obligations						
Secteur					14 et 19	
Région géographique			5		13	
Actions						
Secteur					19-10	
Région géographique			6			15
Marché monétaire						
Secteur					19	17
Région géographique			7		16	
Autres investissements						
Réserves officielles			8			
Autres instruments			9			18
Emprunts, dépôts, autres secteur					19	
Dette extérieure brute par secteur				20		

Note(s) : Les cellules vides expliquent qu'il n'y a aucune référence pour cette catégorie.

Tableau explicatif B
Correspondance avec les tableaux CANSIM

Titre de tableaux (CANSIM)	Numéro de tableau CANSIM		Numéro de tableaux catalogue #67-202	
	Annuel	Trimestriel	Annuel	Trimestriel
Bilan des investissements internationaux		376-0055	1	
Bilan des investissements internationaux par région	376-0037		23 to 27	
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur	376-0040	376-0056		19
Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur	376-0041	376-0057		14
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien par secteur	376-0039			
Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique	376-0063	376-0042, 376-0058*		
Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur		376-0059		20
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0038		3,11	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays	376-0051		2,10	
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C)	376-0053			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région	376-0052			
Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi	376-0054			

* mensuel

Table des matières

Faits saillants	9
Analyse — Troisième trimestre 2009	10
L'effet baissier de l'appréciation du dollar canadien touche davantage l'actif international que le passif	10
La valeur de l'investissement direct canadien à l'étranger est freinée par l'appréciation du dollar canadien	11
L'appréciation du dollar canadien entraîne aussi une baisse de la valeur intérieure des avoirs de titres étrangers	12
La forte hausse des réserves officielles internationales du Canada n'influe pas sur le bilan des investissements internationaux	12
L'effet de réévaluation des devises annule les hausses enregistrées sur les marchés boursiers étrangers	12
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays	19
1-1 2008 à 2009	19
1-2 2006 à 2007	20
1-3 2004 à 2005	21
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	22
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	22
4 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger	23
4-1 Trimestriel	23
4-2 Annuel	24
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	24
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	25
7 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique	25
8 Réserves officielles internationales du Canada	26
9 Autres actifs	26
10 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	27
11 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	27

Table des matières – suite

12	Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada	28
12-1	Trimestriel	28
12-2	Annuel	29
13	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	30
14	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché	31
14-1	Gouvernements	31
14-2	Entreprises publiques	32
14-3	Autres secteurs	33
15	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	34
16	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	35
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	36
18	Autres passifs	36
19	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada	37
19-1	Administration publique fédérale	37
19-2	Administrations publiques provinciales	38
19-3	Administrations publiques municipales	39
19-4	Administrations publiques	40
19-5	Entreprises publiques fédérales	41
19-6	Entreprises publiques provinciales	42
19-7	Entreprises publiques municipales	43
19-8	Entreprises publiques	44
19-9	Administrations et entreprises publiques	45
19-10	Sociétés	46
19-11	Total, tous les secteurs	47
20	Dettes extérieures brutes, position	48
20-1	Total, tous les secteurs	48
20-2	Administrations publiques	49
20-3	Autorités monétaires	50
20-4	Banques	51
20-5	Autres secteurs	52
21	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis	53
21-1	Actif	53
21-2	Passif	54

Table des matières – suite

22	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis	55
22-1	Actif	55
22-2	Passif	56
23	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni	57
23-1	Actif	57
23-2	Passif	57
24	Bilan des investissements internationaux avec le Japon	58
24-1	Actif	58
24-2	Passif	58
25	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne	59
25-1	Actif	59
25-2	Passif	59
26	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE	60
26-1	Actif	60
26-2	Passif	60
27	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays	61
27-1	Actif	61
27-2	Passif	61

Qualité des données, concepts et méthodologie

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	62
Notes statistiques	64
Renvois	77

Appendice

I	Glossaire	85
II	Tableaux de références	93

Graphiques

1.	Bilan des investissements internationaux du Canada	10
2.	Position d'investissement direct	11

Faits saillants

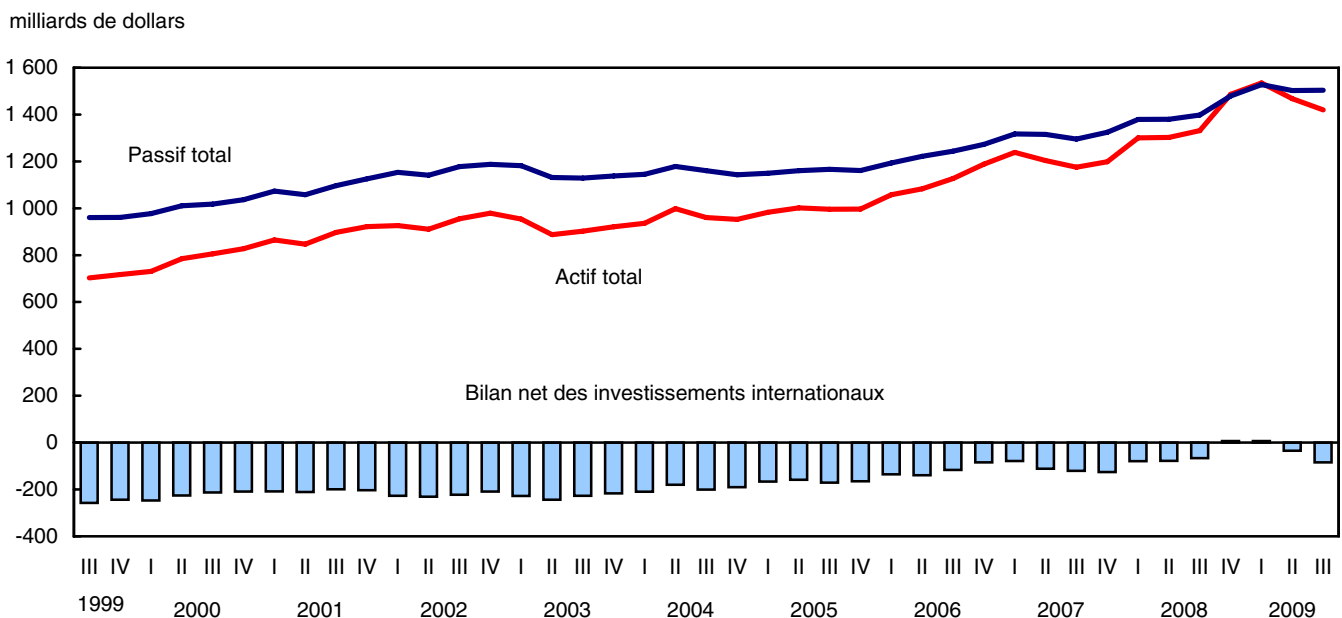
- La dette extérieure nette du Canada a progressé pour atteindre 84,3 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, en raison de l'appréciation continue du dollar canadien et d'un déficit accru du compte courant.

Analyse — Troisième trimestre 2009

L'actif international du Canada valait 1 419,8 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, en baisse de 3,3 % par rapport au deuxième trimestre. Par ailleurs, le passif international a légèrement augmenté pour s'établir à 1 504,1 milliards de dollars. En conséquence, la dette extérieure nette du Canada a progressé pour atteindre 84,3 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, en raison de l'appréciation continue du dollar canadien et d'un déficit accru du compte courant.

Les variations des taux de change ont continué d'exercer la principale influence sur la valeur de l'actif et du passif internationaux au troisième trimestre. La réévaluation découlant de l'appréciation du dollar canadien sur l'actif et le passif extérieurs du Canada expliquait un peu plus de 90 % de la hausse de 49,5 milliards de dollars de la dette extérieure nette au troisième trimestre; le reste de cette hausse découle en grande partie du financement d'un déficit accru du compte courant.

Graphique 1
Bilan des investissements internationaux du Canada



L'effet baissier de l'appréciation du dollar canadien touche davantage l'actif international que le passif

Au troisième trimestre, le dollar canadien s'est fortement apprécié par rapport aux autres grandes devises, soit de 8,6 % par rapport au dollar américain, de 1,2 % par rapport au yen japonais, de 4,1 % par rapport à l'euro et de 11,8 % par rapport à la livre anglaise.

Ces variations des taux de change ont eu beaucoup plus d'incidence sur la valeur de l'actif international du Canada que sur la valeur du passif international. On a observé une baisse de 86,8 milliards de dollars de la valeur de l'actif international libellé en devises étrangères et un recul de 42,1 milliards de dollars de la valeur du passif international.

L'actif international du Canada est exprimé en majeure partie en devises étrangères, mais moins de la moitié du passif international du pays est ainsi libellé.

Note aux lecteurs

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif extérieurs du Canada envers le reste du monde. Il s'agit de la différence entre cet actif et ce passif. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position d'endettement international net du Canada. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé « actif international net du Canada ». On mesure l'actif et le passif au bilan des investissements internationaux à la valeur comptable, sauf avis contraire. Cette valeur est celle de l'actif et du passif dans les livres d'une entreprise connaissant un investissement.

Évaluation monétaire

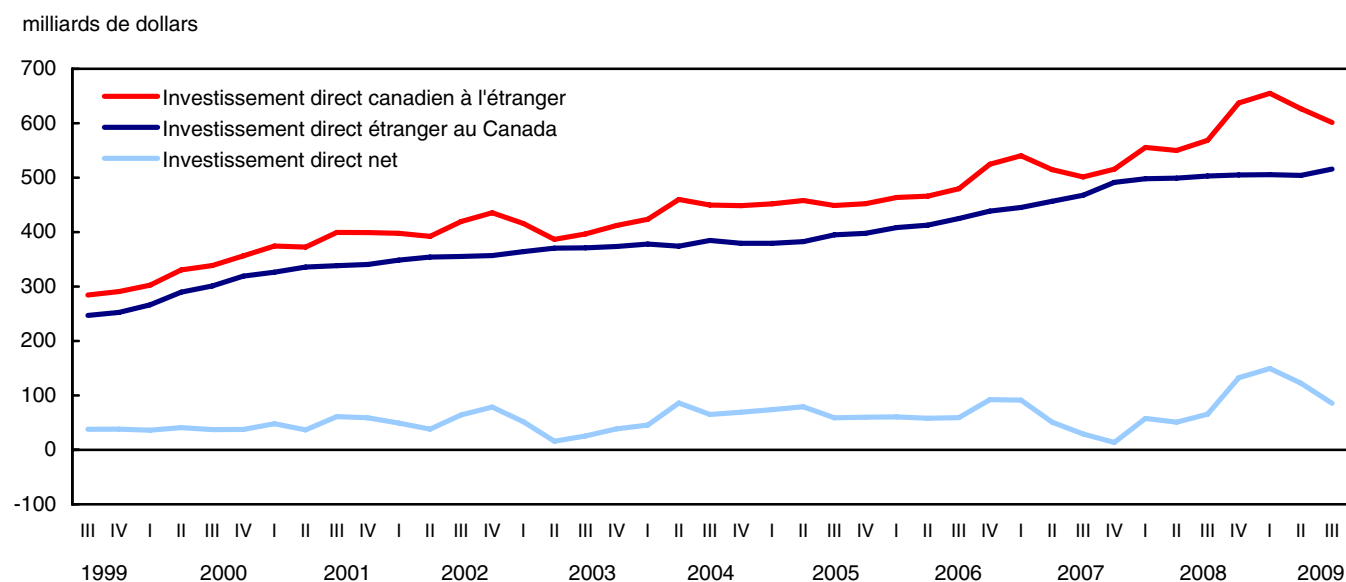
On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien est en dévalorisation.

La valeur de l'investissement direct canadien à l'étranger est freinée par l'appréciation du dollar canadien

Malgré une reprise des investissements directs sortants au troisième trimestre, la valeur de l'actif des investissements directs canadiens a reculé de 25,3 milliards de dollars (-4,0 %) pour s'établir à 601,4 milliards de dollars à la fin du trimestre. Cette baisse est attribuable à une réévaluation de 43,3 milliards de dollars de l'actif des investissements directs libellés en devises étrangères, en raison d'une forte appréciation du dollar canadien.

Sur le plan du passif, les opérations se sont traduites par une hausse de 11,5 milliards de dollars des investissements directs étrangers au Canada. Il en a résulté une diminution de l'actif net des investissements directs étrangers, qui s'est fixé à 85,6 milliards de dollars.

Graphique 2
Position d'investissement direct



L'appréciation du dollar canadien entraîne aussi une baisse de la valeur intérieure des avoirs de titres étrangers

Les investisseurs canadiens ont retiré 5,5 milliards de dollars de leurs avoirs de titres étrangers au troisième trimestre, tandis que des réévaluations des devises ont fait reculer la valeur de ces avoirs de 25 milliards de dollars.

Les investisseurs non résidents ont ajouté 19 milliards de dollars de titres canadiens à leurs portefeuilles au troisième trimestre. Cette hausse du passif a été plus que contrebalancée par une réévaluation à la baisse du passif du Canada libellé en devises étrangères. Par conséquent, le recul de l'actif international du Canada a été plus marqué que la baisse du passif du Canada détenu par des non-résidents, et le passif international net en titres de portefeuille s'est encore accru.

La forte hausse des réserves officielles internationales du Canada n'influe pas sur le bilan des investissements internationaux

L'activité intense dans les autres actifs a été surtout attribuable aux nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international. L'allocation a ajouté 9 milliards de dollars aux avoirs de réserves officielles internationales et aux autres éléments de passif au troisième trimestre, sans avoir d'effet sur le bilan net des investissements internationaux.

D'importantes entrées au chapitre des dépôts en devises étrangères au troisième trimestre ont été contrebalancées par l'effet de réévaluation découlant de l'appréciation du dollar canadien.

L'effet de réévaluation des devises annule les hausses enregistrées sur les marchés boursiers étrangers

Le bilan global des investissements internationaux du Canada peut également être calculé à partir des actifs et des passifs en titres négociables évalués aux prix du marché. Selon cette mesure, la dette extérieure nette a également augmenté, s'étant établie à 47,2 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. L'actif canadien a connu une hausse de 0,6 % pour s'établir à 1 704,1 milliards de dollars, alors que le passif a augmenté de 2,9 % pour se chiffrer à 1 751,3 milliards de dollars, bien que la reprise des marchés boursiers mondiaux ait été plus forte que celle des marchés boursiers canadiens au cours du trimestre. Les fortes hausses des actions étrangères détenues par des investisseurs canadiens ont été atténuées par les pertes attribuables à l'appréciation du dollar canadien au cours du trimestre.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'Observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-214-X	Comptes du bilan national : estimations trimestrielles
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits
67F0001M	Division de la balance des paiements : documents de recherche

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

11-621-M2004013	Les acquisitions transfrontalières : une perspective canadienne
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que les sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes canadiennes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger : l'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993

67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services, cinquième édition : le coup d'envoi
67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger : mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

376-0001	Balance des paiements internationaux, compte courant, annuel
376-0002	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier, annuel
376-0003	Balance des paiements internationaux, compte courant, trimestriel
376-0004	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier, trimestriel
376-0005	Balance des paiements internationaux, compte courant, désaisonnalisé, trimestriel
376-0006	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens, annuel
376-0007	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens, trimestriel
376-0008	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes, annuel
376-0009	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions, annuel
376-0010	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes, trimestriel

376-0011	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions, trimestriel
376-0012	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur, annuel
376-0013	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur, trimestriel
376-0014	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie de transactions, annuel
376-0015	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par catégorie de transactions, annuel
376-0016	Balance des paiements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, acquisitions, ventes et autres flux, annuel
376-0017	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, trimestriel
376-0018	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, annuel
376-0019	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, trimestriel
376-0020	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur, mensuel
376-0021	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0022	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0023	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, avec les non-résidents, par catégorie, annuel
376-0024	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, trimestriel
376-0025	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, trimestriel
376-0026	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille avec les non-résidents en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie, trimestriel
376-0027	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, mensuel

376-0028	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie, mensuel
376-0029	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie, mensuel
376-0031	Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique, annuel
376-0032	Les transactions internationales de services, transports par catégorie, annuel
376-0033	Les transactions internationales de services, services commerciaux par catégorie, annuel
376-0035	Transactions internationales de services, par catégorie, trimestriel
376-0036	Transactions internationales de services, par certains pays, annuel
376-0037	Bilan des investissements internationaux, annuel
376-0038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C), annuel
376-0039	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien, par secteur, annuel
376-0040	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, annuel
376-0041	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur, annuel
376-0042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, trimestriel
376-0051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, annuel
376-0052	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel
376-0053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays fondée sur la Classification type des industries pour compagnies et entreprises, 1980 (CTI-C), annuel
376-0054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi, annuel
376-0055	Bilan des investissements internationaux, trimestriel
376-0056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, trimestriel

376-0057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, selon le valeur comptable et valeur au marché, par secteur, trimestriel
376-0058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, mensuel
376-0059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur, trimestriel
376-0062	Les transactions internationales de services, services commerciaux , selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
376-0063	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, annuel
376-0064	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille canadiens à l'étranger à la valeur au marché, selon les pays, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1534	Balance des paiements internationaux du Canada
1536	Les transactions internationales de services du Canada
1537	Bilan des investissements internationaux du Canada

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Canada : Données économiques et financières*
- *Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Bilan des investissements internationaux du Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2008 à 2009

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2008				2009		
			I	II	III	IV	I	II	III
millions de dollars									
Actif :									
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	555 608	550 088	568 596	637 281	655 106	626 663	601 395
Investissements de portefeuille :									
Obligations étrangères	v235398	v20862968	141 800	139 711	137 797	141 909	144 745	136 751	123 032
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	166 324	161 883	164 597	175 985	176 505	172 357	161 778
Actions étrangères	v235399	v20862971	245 264	244 486	246 374	278 939	292 695	280 360	263 107
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	574 040	557 225	503 295	451 554	424 309	469 297	507 112
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	7 637	7 071	6 621	3 488	5 752	5 046	4 368
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	7 671	7 089	6 637	3 501	5 756	5 056	4 374
Total	v235423	v20862965	394 702	391 268	390 792	424 335	443 192	422 156	390 507
Autres investissements :									
Prêts ³	v235406	v20862977	86 535	88 071	83 274	94 527	97 339	98 678	99 839
Provisions ⁴	v235397	v20862980	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	177 540	184 474	197 338	225 190	228 573	214 130	210 847
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	43 589	45 027	45 500	51 364	53 149	50 763	60 731
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	44 198	44 719	45 739	53 436	54 897	51 942	62 274
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	42 359	43 349	46 120	53 473	57 197	55 130	56 437
Total	v235424	v20862974	350 023	360 921	372 231	424 555	436 258	418 700	427 854
Total de l'actif :									
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 300 333	1 302 277	1 331 620	1 486 171	1 534 557	1 467 520	1 419 757
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 654 275	1 636 898	1 615 596	1 694 947	1 699 682	1 693 253	1 704 056
Passif :									
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	497 947	499 223	503 061	504 864	505 548	504 256	515 779
Investissements de portefeuille :									
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	407 159	425 130	426 891	454 085	472 855	483 193	471 338
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	430 317	436 512	438 477	467 863	472 095	495 497	497 961
Actions canadiennes	v235414	v20863004	97 147	99 175	96 722	95 967	97 727	101 478	111 634
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	361 716	397 595	317 681	241 691	237 090	288 638	332 149
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 772	21 388	23 660	34 906	44 827	44 434	36 323
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	18 939	21 545	23 751	35 036	44 987	44 572	36 407
Total	v235425	v20862998	523 078	545 693	547 273	584 958	615 409	629 105	619 295
Autres investissements :									
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	62 677	56 711	59 312	64 550	68 969	59 132	56 091
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	269 175	251 805	261 931	301 156	313 711	286 324	280 493
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	26 427	26 611	26 532	23 921	24 133	23 526	32 406
Total	v235426	v20863010	358 279	335 128	347 775	389 628	406 814	368 982	368 990
Total du passif :									
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 379 303	1 380 044	1 398 109	1 479 450	1 527 770	1 502 342	1 504 064
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 667 198	1 690 003	1 630 745	1 639 082	1 666 534	1 701 945	1 751 286
Bilan net des investissements internationaux du Canada :									
À valeur comptable	v235422	v20863022	-78 971	-77 767	-66 489	6 721	6 787	-34 822	-84 307
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-12 923	-53 105	-15 149	55 865	33 148	-8 692	-47 230

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2006 à 2007

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2006				2007			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	463 688	466 039	479 708	524 749	540 163	514 828	501 389	515 445
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	92 186	100 541	109 704	124 027	140 377	147 262	138 341	135 371
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	97 759	105 731	118 348	133 659	151 379	156 692	152 017	153 329
Actions étrangères	v235399	v20862971	204 499	206 035	210 225	227 318	234 044	222 793	218 370	226 627
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	487 872	474 477	508 302	582 240	609 110	616 324	600 537	603 804
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	14 122	12 916	17 870	19 966	20 128	19 774	8 997	7 511
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	14 166	12 964	17 942	20 062	20 195	19 825	9 044	7 548
Total	v235423	v20862965	310 807	319 492	337 799	371 311	394 548	389 830	365 708	369 509
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	61 521	64 918	71 857	72 940	78 811	74 367	79 002	77 274
Provisions ⁴	v235397	v20862980	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	135 203	147 845	152 119	132 220	136 995	141 442	151 481	157 898
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	42 149	40 301	40 131	40 959	45 507	42 534	40 887	40 593
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	42 088	40 089	40 256	40 862	45 386	41 991	40 769	40 724
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	44 393	44 310	45 381	45 926	42 265	40 497	36 606	37 925
Total	v235424	v20862974	283 267	297 374	309 488	292 045	303 577	298 840	307 975	313 689
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 057 762	1 082 905	1 126 995	1 188 105	1 238 288	1 203 498	1 175 072	1 198 644
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 346 690	1 356 373	1 433 913	1 552 658	1 624 304	1 605 966	1 570 845	1 593 947
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	408 259	412 738	425 131	438 648	445 396	456 550	467 808	491 287
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	387 580	379 021	382 318	409 168	415 814	393 129	379 439	384 652
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	408 138	391 426	405 473	431 522	435 224	402 413	394 156	399 531
Actions canadiennes	v235414	v20863004	96 699	100 459	100 540	99 049	101 873	104 567	104 447	95 767
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	298 507	294 207	295 882	318 714	342 351	377 539	391 563	370 969
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	22 868	27 059	25 931	24 515	23 730	24 089	22 383	21 999
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	22 996	27 242	26 136	24 716	23 952	24 279	22 597	22 211
Total	v235425	v20862998	507 147	506 539	508 789	532 732	541 417	521 786	506 269	502 418
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	41 614	45 958	52 043	52 997	57 875	58 996	55 152	61 184
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	213 699	234 571	235 692	226 781	247 017	251 673	239 189	243 518
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 473	22 055	21 973	21 569	25 421	26 299	27 139	25 952
Total	v235426	v20863010	277 786	302 584	309 708	301 348	330 313	336 967	321 481	330 653
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 193 191	1 221 861	1 243 628	1 272 727	1 317 126	1 315 303	1 295 558	1 324 359
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 415 686	1 428 197	1 462 330	1 514 948	1 577 236	1 597 748	1 597 605	1 614 651
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-135 429	-138 956	-116 633	-84 623	-78 837	-111 805	-120 485	-125 716
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-68 996	-71 824	-28 417	37 710	47 068	8 218	-26 760	-20 704

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-3
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2004 à 2005

	Vecteurs annuel	Vecteurs trimestriel	2004				2005			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	423 484	460 105	449 696	448 546	451 940	458 159	449 003	452 195
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	49 012	52 812	53 387	58 560	64 712	70 327	75 915	82 332
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	53 632	55 949	57 812	62 935	69 228	77 127	81 895	88 796
Actions étrangères	v235399	v20862971	200 759	205 168	197 047	195 773	197 421	199 488	194 357	196 825
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	371 964	383 425	360 797	384 448	390 323	406 291	422 582	444 964
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	12 268	11 359	11 398	11 079	11 017	12 218	12 516	13 055
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	12 286	11 373	11 413	11 108	11 040	12 243	12 541	13 108
Total	v235423	v20862965	262 039	269 338	261 833	265 411	273 150	282 034	282 788	292 213
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	58 761	63 173	55 838	49 468	52 756	50 670	49 700	45 924
Provisions ⁴	v235397	v20862980	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	105 327	115 853	104 985	109 442	119 304	124 085	131 571	120 813
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	46 116	46 349	44 652	40 315	43 072	41 769	38 459	38 030
Réserves officielles internationales à valeur au marché		v30615511	47 747	47 241	45 752	41 429	43 848	42 793	39 074	38 400
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	40 032	43 745	43 146	39 607	42 652	45 223	44 095	47 236
Total	v235424	v20862974	250 236	269 120	248 622	238 832	257 784	261 747	263 826	252 003
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	935 759	998 564	960 151	952 790	982 874	1 001 941	995 616	996 411
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 113 233	1 180 864	1 129 439	1 146 983	1 181 091	1 216 591	1 230 461	1 251 436
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	378 006	374 124	384 807	379 450	379 449	382 391	395 098	397 828
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	410 444	419 556	407 183	402 236	404 058	406 169	389 627	387 928
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	448 987	439 831	437 999	432 924	433 708	444 643	422 545	414 473
Actions canadiennes	v235414	v20863004	86 815	95 051	97 631	100 042	99 700	96 140	96 309	93 532
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	206 543	222 022	228 278	247 314	252 344	247 602	274 969	271 379
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 843	20 852	18 111	19 621	18 628	19 710	17 686	20 783
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	18 946	20 939	18 191	19 707	18 695	19 832	17 791	20 899
Total	v235425	v20862998	516 102	535 459	522 925	521 898	522 386	522 019	503 623	502 243
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	53 762	55 394	45 389	44 149	50 136	51 965	45 479	38 219
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	174 586	191 368	185 607	175 978	175 242	181 229	198 802	201 025
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 612	22 368	21 851	21 740	22 337	22 896	23 337	22 021
Total	v235426	v20863010	250 960	269 130	252 847	241 867	247 715	256 090	267 617	261 265
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 145 069	1 178 712	1 160 579	1 143 215	1 149 550	1 160 500	1 166 338	1 161 336
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			1 303 442	1 326 046	1 322 122	1 321 262	1 331 911	1 350 558	1 378 020	1 365 844
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-209 309	-180 149	-200 428	-190 425	-166 676	-158 559	-170 722	-164 925
Avec l'investissement de portefeuille à valeur au marché			-190 209	-145 182	-192 683	-174 279	-150 820	-133 967	-147 559	-114 408

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 2
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	188 481	39 682	42 783	7 026	26 449	94 832	171 089	399 253
2002	199 992	40 749	49 515	9 708	31 077	104 455	194 754	435 494
2003	169 605	43 902	63 251	8 444	28 986	98 028	198 710	412 217
2004	198 460	44 358	77 017	8 367	21 089	99 256	205 728	448 546
2005	202 398	46 410	67 585	6 559	21 998	107 247	203 388	452 195
2006	229 737	57 561	72 765	4 451	23 744	136 492	237 452	524 749
2007	230 558	59 218	70 709	2 845	24 533	127 583	225 669	515 445
2008 P	310 708	53 974	82 638	3 070	25 659	161 233	272 599	637 281

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail ²	Toutes les autres industries ³	Toutes les industries
millions de dollars							
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 814	76 743	25 603	150 258	56 989	80 845	399 253
2002	9 597	83 627	24 610	188 448	59 773	69 439	435 494
2003	8 490	85 273	23 774	179 236	53 178	62 267	412 217
2004	10 787	99 836	27 252	194 456	51 372	64 843	448 546
2005	9 562	113 165	20 955	205 067	49 018	54 429	452 195
2006	10 738	127 661	23 364	240 437	62 899	59 650	524 749
2007	10 418	124 779	20 853	245 263	54 951	59 181	515 445
2008 P	12 965	144 792	23 289	318 079	69 372	68 783	637 281

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
Vecteurs annuel	v235396	v112549	v112550	v112555
Vecteurs trimestriel	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1996				
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 452	791	1 436	2 227
II	372 556	1 133	1 734	2 867
III	399 455	857	-142	715
IV	399 253	1 009	-773	236
2002				
I	397 684	1 133	1 646	2 779
II	392 220	1 652	1 390	3 042
III	419 450	1 348	1 891	3 239
IV	435 494	2 032	2 179	4 211
2003				
I	415 869	969	692	1 661
II	386 545	1 131	2 044	3 175
III	396 658	1 191	2 776	3 967
IV	412 217	1 604	2 958	4 563
2004				
I	423 484	1 045	3 385	4 430
II	460 105	2 139	3 260	5 399
III	449 696	1 413	3 532	4 945
IV	448 546	1 482	4 170	5 651
2005				
I	451 940	2 303	3 658	5 961
II	458 159	2 506	3 999	6 505
III	449 003	2 418	4 083	6 502
IV	452 195	3 079	4 485	7 564
2006				
I	463 688	3 716	4 465	8 180
II	466 039	3 732	5 077	8 809
III	479 708	3 571	4 724	8 295
IV	524 749	5 128	4 568	9 696
2007				
I	540 163	3 176	5 910	9 086
II	514 828	3 402	6 669	10 070
III	501 389	4 531	5 906	10 437
IV	515 445	5 178	5 177	10 356
2008 P				
I	555 608	4 228	4 938	9 166
II	550 088	4 232	5 988	10 220
III	568 596	4 888	3 515	8 403
IV	637 281	4 330	2 781	7 112
2009 P				
I	655 106	2 369	2 951	5 320
II	626 663	2 399	4 125	6 525
III	601 395	3 681	4 199	7 880

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Annuel

Année	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfiques, recettes
Vecteurs annuel	v235396	v112549	v112550	v112555
Vecteurs trimestriel	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	399 253	3 790	2 254	6 044
2002	435 494	6 165	7 106	13 271
2003	412 217	4 895	8 470	13 365
2004	448 546	6 078	14 346	20 425
2005	452 195	10 306	16 226	26 532
2006	524 749	16 147	18 834	34 980
2007	515 445	16 287	23 661	39 949
2008 P	637 281	17 678	17 222	34 900

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5
Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 813	1 910	4 598	713	2 134	5 702	13 148	38 870
2002	29 779	1 824	4 971	382	2 292	6 143	13 789	45 392
2003	32 213	1 786	5 434	659	2 302	3 416	11 811	45 809
2004	40 050	2 006	7 363	1 154	4 049	3 939	16 504	58 560
2005	56 048	3 600	10 676	1 509	5 408	5 092	22 684	82 332
2006	79 634	5 953	21 191	1 564	7 833	7 853	38 441	124 027
2007	78 011	6 995	28 008	2 610	9 315	10 433	50 365	135 371
2008 P	81 487	6 709	29 157	3 648	9 562	11 347	53 713	141 909

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6
Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	108 374	22 239	32 815	14 133	10 972	12 358	70 279	200 892
2002	118 008	24 948	35 594	13 645	13 446	10 666	73 350	216 307
2003	97 223	24 237	35 141	14 602	12 477	13 345	75 565	197 025
2004	92 150	25 430	35 134	15 998	12 041	15 019	78 193	195 773
2005	98 410	23 835	31 253	14 999	11 069	17 259	74 581	196 825
2006	108 390	26 283	37 302	21 297	13 023	21 022	92 645	227 318
2007	103 470	26 824	38 452	21 825	13 375	22 681	96 333	226 627
2008 P	129 983	24 179	48 792	33 242	15 262	27 482	124 777	278 939

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v30615498	v30615499	v30615501	v30615502	v30615503	v30615504	v30615500	v30615497
millions de dollars								
1996	..	..	..	..	..	..	..	..
1997	..	..	..	..	..	..	..	..
1998	..	..	..	..	..	..	..	..
1999	..	..	..	..	..	..	..	..
2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2002	7 119	226	113	0	155	1 464	1 731	9 076
2003	7 111	2 092	106	0	218	1 428	1 751	10 953
2004	5 528	4 714	285	0	42	510	837	11 079
2005	5 301	6 110	1 573	0	72	0	1 645	13 055
2006	8 655	7 906	3 220	0	127	58	3 405	19 966
2007	4 004	1 389	2 056	0	57	4	2 118	7 511
2008 P	3 065	154	251	0	0	18	269	3 488

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8
Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
Vecteurs	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690
2004	17 171	18 026	7	1 111	3 999	40 315
2005	19 670	15 681	6	1 043	1 629	38 030
2006	18 236	20 624	7	1 123	970	40 959
2007	18 819	20 107	6	1 006	655	40 593
2008	26 499	22 129	7	1 207	1 522	51 364

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9
Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres actifs ¹
Vecteurs	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 658	52 496	64 155
2002	11 867	45 949	57 817
2003	10 778	44 396	55 174
2004	11 110	28 497	39 607
2005	11 421	35 815	47 236
2006	12 863	33 063	45 926
2007	10 721	27 203	37 925
2008 P	10 105	43 368	53 473

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10
Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	219 927	26 913	65 144	7 864	11 039	9 542	93 590	340 429
2002	231 566	27 552	66 687	9 305	11 337	10 371	97 700	356 819
2003	238 057	26 002	76 156	9 892	11 735	11 842	109 625	373 685
2004	243 328	25 318	74 962	9 939	12 526	13 377	110 804	379 450
2005	251 477	29 499	71 998	10 523	17 642	16 688	116 851	397 828
2006	271 125	37 823	67 930	13 431	20 001	28 337	129 699	438 648
2007	292 698	52 449	76 052	13 634	21 716	34 739	146 141	491 287
2008 P	293 608	54 423	78 645	13 013	24 161	41 015	156 834	504 864

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11
Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail ²	Toutes les autres industries ³	Toutes les industries
millions de dollars							
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 898	75 402	46 460	67 725	25 245	110 698	340 429
2002	15 066	83 821	49 825	65 318	28 873	113 917	356 819
2003	15 113	85 367	47 498	89 756	32 557	103 393	373 685
2004	13 095	85 097	47 926	90 870	36 280	106 182	379 450
2005	14 122	98 504	43 497	92 045	38 458	111 202	397 828
2006	15 481	121 444	51 013	90 208	46 391	114 110	438 648
2007	16 756	161 334	55 037	92 205	50 786	115 170	491 287
2008 P	16 420	171 899	48 450	94 506	51 695	121 895	504 864

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-1
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
Vecteurs annuel	v235412	v112570	v112571	v112586
Vecteurs trimestriel	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1996				
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 341	1 896	4 657	6 554
II	335 953	2 002	4 706	6 707
III	338 368	1 939	1 834	3 773
IV	340 429	3 128	-195	2 933
2002				
I	348 565	2 012	2 228	4 241
II	354 292	1 736	2 114	3 850
III	355 208	2 029	3 039	5 068
IV	356 819	4 260	1 959	6 219
2003				
I	364 227	2 087	4 244	6 331
II	370 618	3 375	1 826	5 201
III	371 076	2 740	2 683	5 423
IV	373 685	2 993	1 881	4 874
2004				
I	378 006	2 222	3 682	5 904
II	374 124	3 544	4 519	8 063
III	384 807	2 475	4 026	6 501
IV	379 450	4 166	965	5 131
2005				
I	379 449	4 363	3 782	8 145
II	382 391	3 367	4 534	7 901
III	395 098	4 111	4 558	8 669
IV	397 828	7 039	1 370	8 408
2006				
I	408 259	5 457	3 004	8 461
II	412 738	4 364	3 953	8 317
III	425 131	4 220	3 794	8 015
IV	438 648	6 226	2 046	8 272
2007				
I	445 396	5 612	4 417	10 029
II	456 550	3 827	5 598	9 425
III	467 808	4 804	3 938	8 741
IV	491 287	5 215	2 708	7 923
2008 P				
I	497 947	4 279	4 134	8 413
II	499 223	4 643	6 269	10 912
III	503 061	5 378	5 016	10 394
IV	504 864	4 998	2 336	7 334
2009 P				
I	505 548	3 476	1 576	5 052
II	504 256	3 923	3 002	6 926
III	515 779	5 107	2 339	7 446

Note(s): Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-2
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Annuel

Année	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
Vecteurs annuel	v235412	v112570	v112571	v112586
Vecteurs trimestriel	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	340 429	8 965	11 002	19 968
2002	356 819	10 038	9 340	19 378
2003	373 685	11 194	10 635	21 829
2004	379 450	12 406	13 193	25 599
2005	397 828	18 879	14 244	33 123
2006	438 648	20 267	12 797	33 065
2007	491 287	19 458	16 660	36 118
2008 P	504 864	19 299	17 755	37 054

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 13
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ²	Japon	Autres pays de l'OCDE ³	Tous les autres pays		
Vecteurs annuel	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
Vecteurs trimestriel	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1996								
III	158 069	30 513	48 981	44 231	34 846	28 576	156 634	
IV	165 584	34 376	48 660	46 071	33 049	27 935	155 715	
1997								
I	166 691	34 605	48 497	45 117	32 725	28 481	154 820	
II	167 617	36 967	47 739	46 758	33 087	28 880	156 464	
III	175 359	35 429	47 749	47 490	31 883	28 281	155 403	
IV	179 874	34 888	48 051	45 366	30 564	29 156	153 137	
1998								
I	180 747	32 758	50 210	43 651	31 155	31 412	156 428	
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	159 745	
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	168 137	
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	172 933	
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	164 220	
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	160 852	
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	162 427	
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	157 574	
2000								
I	192 205	36 336	51 428	40 355	30 388	29 870	152 041	
II	191 954	41 187	48 668	40 054	29 291	28 631	146 644	
III	195 429	39 115	48 761	38 369	27 853	27 700	142 683	
IV	194 720	39 033	48 504	35 892	26 782	27 509	138 687	
2001								
I	215 400	41 935	47 499	35 207	25 746	25 482	133 934	
II	216 783	40 029	47 010	34 578	23 838	23 977	129 403	
III	224 422	42 108	51 155	36 762	24 596	23 712	136 225	
IV	248 872	44 595	52 023	34 269	23 892	23 576	133 760	
2002								
I	257 667	44 772	51 685	32 867	23 268	23 529	131 349	
II	249 479	47 034	52 710	30 538	22 033	22 333	127 614	
III	263 918	49 562	54 731	30 769	22 403	23 036	130 939	
IV	264 933	51 086	55 082	31 937	22 693	23 341	133 053	
2003								
I	250 124	56 392	52 712	28 998	21 270	22 656	125 636	
II	233 176	53 066	52 878	31 308	20 419	22 126	126 731	
III	223 146	53 699	52 677	31 902	18 787	22 704	126 070	
IV	224 696	51 729	53 666	31 444	18 336	21 179	124 625	
2004								
I	233 626	54 505	53 132	28 735	18 546	21 900	122 313	
II	241 685	56 185	52 666	28 450	17 698	22 871	121 685	
III	233 099	56 350	51 811	26 211	17 214	22 496	117 732	
IV	227 035	55 443	53 050	25 938	15 931	24 839	119 758	
2005								
I	224 320	57 129	55 476	25 985	15 259	25 889	122 609	
II	231 359	52 283	54 489	26 474	14 325	27 238	122 526	
III	219 217	50 640	52 121	25 871	14 716	27 062	119 770	
IV	211 905	57 193	51 098	26 200	13 960	27 573	118 831	
2006								
I	211 319	57 313	51 001	27 822	13 687	26 438	118 948	
II	203 759	58 836	51 063	26 593	13 794	24 976	116 426	
III	211 421	55 875	49 296	26 889	13 290	25 547	115 022	
IV	221 838	66 539	50 890	28 358	14 196	27 346	120 790	
2007								
I	224 669	68 307	50 565	29 005	13 828	29 440	122 838	
II	209 828	65 592	46 320	28 536	12 351	30 503	117 710	
III	200 902	66 104	44 232	28 568	11 787	27 847	112 434	
IV	201 632	66 659	44 173	30 486	12 177	29 525	116 361	
2008 P								
I	210 142	72 700	45 492	34 522	13 107	31 196	124 317	
II	221 608	78 714	42 415	37 732	13 213	31 447	124 807	
III	232 457	75 423	37 092	39 430	11 953	30 535	119 010	
IV	252 733	81 952	36 717	40 062	12 549	30 071	119 399	
2009 P								
I	268 398	86 126	34 269	40 961	12 221	30 880	118 331	
II	270 823	92 809	32 358	41 187	11 344	34 672	119 561	
III	269 484	88 726	29 549	38 620	11 430	33 530	113 129	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-1

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236511	v236522	v236514	v236523	v236514	v236524	v236438	v236521
Vecteurs trimestriel	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1996								
III	89 891	96 885	115 032	121 499	6 160	6 752	211 083	225 137
IV	95 885	102 948	116 781	122 264	6 238	6 820	218 904	232 032
1997								
I	91 754	98 799	116 396	126 472	6 120	6 722	214 270	231 993
II	93 844	98 937	115 992	126 114	5 912	6 484	215 749	231 535
III	97 122	105 314	116 878	126 852	5 856	6 397	219 856	238 563
IV	92 761	100 294	114 266	125 376	5 962	6 477	212 989	232 146
1998								
I	94 271	102 383	112 340	124 219	5 854	6 414	212 465	233 016
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 142	119 346	126 813	5 687	5 988	211 620	226 942
II	86 678	91 474	113 805	119 270	5 511	5 789	205 993	216 532
III	87 275	93 064	114 726	119 826	5 453	5 723	207 454	218 613
IV	91 131	100 201	112 496	116 905	5 434	5 664	209 062	222 770
2000								
I	85 679	89 797	108 475	114 335	5 171	5 416	199 326	209 547
II	85 844	90 699	108 005	113 252	5 141	5 373	198 990	209 324
III	82 015	87 037	106 497	112 565	5 160	5 420	193 672	205 021
IV	81 198	84 726	105 005	111 262	4 979	5 208	191 182	201 196
2001								
I	83 909	88 824	106 302	115 207	4 758	5 022	194 969	209 053
II	79 434	82 925	103 294	110 436	4 406	4 641	187 134	198 001
III	77 229	82 245	108 407	116 487	4 350	4 586	189 986	203 318
IV	74 717	80 007	109 021	117 082	4 589	4 783	188 327	201 872
2002								
I	74 036	78 153	107 981	118 568	4 384	4 605	186 401	201 326
II	72 464	76 149	105 224	115 289	4 131	4 326	181 819	195 764
III	75 026	81 263	108 629	121 513	4 128	4 300	187 783	207 076
IV	79 956	86 448	112 990	125 961	3 655	3 802	196 601	216 211
2003								
I	83 011	89 438	108 144	119 344	3 582	3 749	194 737	212 530
II	78 941	87 738	105 522	118 300	3 346	3 496	187 809	209 534
III	63 057	68 951	106 153	115 699	3 102	3 236	172 312	187 886
IV	59 210	64 879	103 715	112 699	3 168	3 298	166 093	180 877
2004								
I	57 851	65 315	103 914	114 946	3 102	3 280	164 867	183 541
II	61 204	65 608	100 988	107 685	3 337	3 485	165 529	176 778
III	59 888	65 286	97 111	105 675	3 436	3 647	160 435	174 608
IV	54 533	60 379	99 509	108 245	3 462	3 743	157 505	172 367
2005								
I	53 506	59 252	101 791	110 422	3 346	3 563	158 643	173 237
II	49 534	56 566	103 461	114 364	3 430	3 748	156 425	174 679
III	48 385	55 839	97 861	106 990	3 501	3 805	149 747	166 634
IV	46 278	52 605	98 777	106 797	3 779	4 061	148 833	163 463
2006								
I	48 289	53 972	96 590	103 054	3 718	3 878	148 597	160 904
II	47 066	51 475	94 295	98 709	3 952	4 023	145 313	154 208
III	43 075	48 792	95 619	102 204	4 021	4 223	142 715	155 220
IV	46 076	52 357	102 009	108 802	4 120	4 300	152 204	165 460
2007								
I	47 943	52 183	101 547	107 865	4 033	4 186	153 523	164 233
II	41 943	44 904	94 853	98 558	3 959	3 977	140 755	147 440
III	42 103	46 242	88 864	93 356	3 991	4 038	134 959	143 635
IV	40 242	44 875	87 932	93 010	4 035	4 074	132 210	141 958
2008 P								
I	45 675	53 179	91 677	98 217	4 330	4 350	141 682	155 746
II	45 037	51 782	95 666	99 752	4 413	4 391	145 116	155 925
III	41 259	48 231	96 227	101 411	4 313	4 279	141 799	153 922
IV	37 757	46 020	106 000	113 073	4 553	4 624	148 311	163 717
2009 P								
I	41 968	50 833	107 609	113 814	4 583	4 647	154 159	169 295
II	44 648	51 305	113 181	119 386	4 552	4 713	162 380	175 404
III	50 706	58 194	107 010	115 759	4 525	4 742	162 241	178 695

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-2
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236512	v236526	v236515	v236527	v236515	v236528	v236439	v236525
Vecteurs trimestriel	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1996								
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332
2001								
I	15 610	16 501	29 182	33 735	0	0	44 792	50 236
II	15 509	16 300	28 031	32 004	0	0	43 540	48 304
III	16 803	17 690	28 381	32 594	0	0	45 183	50 283
IV	17 252	18 060	27 422	31 618	0	0	44 673	49 678
2002								
I	20 714	21 747	26 099	31 280	0	0	46 813	53 027
II	22 364	23 369	23 603	28 931	0	0	45 967	52 300
III	26 653	28 067	24 201	30 386	0	0	50 854	58 452
IV	28 742	30 000	24 197	29 988	0	0	52 939	59 988
2003								
I	30 612	31 581	21 739	27 387	0	0	52 351	58 968
II	34 234	35 168	20 175	25 989	25	26	54 434	61 183
III	37 029	37 547	19 510	24 464	26	26	56 565	62 037
IV	38 488	38 886	19 096	23 706	25	26	57 610	62 618
2004								
I	42 463	43 656	19 149	24 493	32	32	61 643	68 181
II	44 619	44 171	18 687	22 713	31	32	63 337	66 915
III	45 729	46 157	17 782	22 386	32	32	63 542	68 576
IV	48 465	48 904	17 286	21 778	31	31	65 782	70 714
2005								
I	48 782	49 184	16 884	21 457	32	32	65 698	70 673
II	49 741	50 446	16 985	22 493	31	31	66 757	72 970
III	49 288	49 937	15 976	20 639	31	32	65 296	70 609
IV	52 685	52 602	15 676	20 190	31	31	68 392	72 823
2006								
I	54 616	54 519	15 435	19 602	33	36	70 084	74 156
II	56 492	55 763	15 162	18 294	32	33	71 687	74 090
III	61 484	61 677	15 079	19 020	30	33	76 593	80 729
IV	63 161	63 280	15 787	19 930	29	29	78 977	83 239
2007								
I	65 068	64 971	15 479	19 847	30	30	80 576	84 848
II	65 652	64 272	14 128	17 477	30	30	79 810	81 779
III	65 815	65 535	13 338	16 855	31	31	79 184	82 422
IV	72 381	72 257	13 254	16 890	48	50	85 684	89 198
2008 P								
I	78 721	79 750	11 817	15 711	49	50	90 587	95 511
II	86 173	86 008	11 459	14 861	48	49	97 680	100 918
III	83 643	84 526	11 648	15 285	51	53	95 343	99 864
IV	84 792	87 068	13 120	17 301	54	56	97 965	104 425
2009 P								
I	86 395	88 748	13 408	16 307	58	59	99 861	105 114
II	93 311	94 740	12 415	15 568	44	47	105 771	110 355
III	91 707	93 999	11 330	14 634	45	46	103 082	108 680

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
Vecteurs annuel	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
Vecteurs trimestriel	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1996						
III	259 590	278 366	87 686	93 726	347 276	372 163
IV	267 897	286 300	89 954	95 634	357 852	381 934
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	138 277	372 440	387 805
2001						
I	239 761	259 289	151 508	156 477	391 270	415 766
II	230 674	246 305	155 541	161 068	386 215	407 373
III	235 170	253 601	167 587	172 140	402 756	425 742
IV	233 001	251 550	194 227	194 892	427 228	446 442
2002						
I	233 214	254 354	200 574	208 943	433 788	463 296
II	227 786	248 064	196 340	204 700	424 127	452 765
III	238 637	265 528	205 782	213 630	444 419	479 158
IV	249 540	276 198	199 532	205 859	449 072	482 058
2003						
I	247 088	271 498	185 063	191 164	432 151	462 662
II	242 243	270 717	170 731	180 608	412 974	451 325
III	228 877	249 923	174 038	184 363	402 915	434 286
IV	223 703	243 495	177 347	187 438	401 050	430 932
2004						
I	226 510	251 722	183 933	197 265	410 444	448 987
II	228 867	243 693	190 690	196 137	419 556	439 831
III	223 977	243 184	183 206	194 815	407 183	437 999
IV	223 288	243 080	178 948	189 843	402 236	432 924
2005						
I	224 341	243 910	179 717	189 798	404 058	433 708
II	223 182	247 649	182 986	196 995	406 169	444 643
III	215 043	237 243	174 584	185 303	389 627	422 545
IV	217 225	236 286	170 703	178 188	387 928	414 473
2006						
I	218 681	235 061	168 900	173 077	387 580	408 138
II	216 999	228 297	162 022	163 128	379 021	391 426
III	219 308	235 949	163 010	169 524	382 318	405 473
IV	231 181	248 699	177 987	182 823	409 168	431 522
2007						
I	234 099	249 082	181 716	186 142	415 814	435 224
II	220 565	229 218	172 564	173 195	393 129	402 413
III	214 143	226 057	165 297	168 099	379 439	394 156
IV	217 893	231 156	166 758	168 375	384 652	399 531
2008 P						
I	232 268	251 256	174 890	179 060	407 159	430 317
II	242 796	256 843	182 334	179 669	425 130	436 512
III	237 142	253 786	189 748	184 691	426 891	438 477
IV	246 276	268 142	207 809	199 721	454 085	467 863
2009 P						
I	254 020	274 409	218 835	197 686	472 855	472 095
II	268 151	285 758	215 041	209 738	483 193	495 497
III	265 323	287 375	206 014	210 585	471 338	497 961

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15
Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	70 054	2 423	523	23	2 341	2 123	5 010	77 487
2002	73 313	2 433	525	37	2 278	2 031	4 871	80 617
2003	77 062	1 805	1 514	38	2 231	2 063	5 846	84 712
2004	90 957	2 237	1 502	186	2 208	2 951	6 847	100 042
2005	85 463	1 710	1 450	79	1 746	3 084	6 359	93 532
2006	88 889	1 952	1 953	38	1 921	4 297	8 209	99 049
2007	89 084	1 513	664	54	130	4 323	5 171	95 767
2008 P	85 274	3 100	2 165	60	959	4 409	7 593	95 967

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne ¹	Japon	Autres pays de l'OCDE ²	Tous les autres pays		
Vecteurs annuel	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
Vecteurs trimestriel	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1996								
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463
2002								
I	14 839	6 249	631	24	267	3 049	3 971	25 058
II	14 743	5 213	406	40	174	3 302	3 922	23 878
III	14 213	4 658	393	37	357	3 145	3 932	22 803
IV	15 327	5 989	343	32	388	3 205	3 968	25 285
2003								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	23 180
II	12 590	5 527	354	36	416	3 743	4 549	22 665
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	20 725
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	21 388
2004								
I	11 118	3 814	436	30	379	3 066	3 911	18 843
II	12 014	4 093	676	49	373	3 646	4 744	20 852
III	10 902	4 050	287	29	378	2 465	3 159	18 111
IV	12 135	3 814	267	20	462	2 923	3 672	19 621
2005								
I	12 220	2 842	372	81	356	2 757	3 566	18 628
II	12 359	3 468	705	86	491	2 600	3 882	19 710
III	10 397	3 165	559	22	414	3 131	4 126	17 686
IV	11 876	3 971	1 048	25	454	3 410	4 937	20 783
2006								
I	14 850	2 311	801	23	435	4 448	5 707	22 868
II	17 351	4 608	808	34	485	3 775	5 102	27 059
III	16 877	4 704	325	19	457	3 549	4 350	25 931
IV	15 634	3 100	444	30	486	4 820	5 780	24 515
2007								
I	15 040	3 317	472	25	608	4 268	5 373	23 730
II	15 125	2 970	390	25	513	5 066	5 994	24 089
III	15 441	1 727	1 031	30	433	3 721	5 215	22 383
IV	15 222	1 398	494	26	453	4 407	5 380	21 999
2008 P								
I	12 366	1 269	789	28	514	3 806	5 137	18 772
II	14 138	899	607	29	671	5 044	6 351	21 388
III	16 048	2 015	343	27	679	4 548	5 597	23 660
IV	23 563	2 955	390	23	886	7 089	8 388	34 906
2009 P								
I	35 296	2 246	1 565	13	1 089	4 618	7 285	44 827
II	31 971	3 165	5 410	11	678	3 198	9 297	44 434
III	28 390	1 982	2 824	9	466	2 651	5 950	36 323

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
Vecteurs	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
millions de dollars					
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002	9 887	10 145	1 599	3 655	25 285
2003	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388
2004	8 028	7 265	761	3 566	19 621
2005	9 473	5 786	642	4 882	20 783
2006	13 149	4 621	960	5 785	24 515
2007	10 710	5 392	1 750	4 148	21 999
2008 P	19 311	9 878	1 402	4 315	34 906

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 18
Autres passifs

Année	Passif à vue du gouvernement du Canada ¹	Dette à court terme envers les non-résidents	Passifs autre que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
Vecteurs	v235419	v235421	v235420	v235418
millions de dollars				
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 655	12 291	21 716
2002	780	8 853	12 641	22 275
2003	485	8 048	12 957	21 489
2004	380	7 557	13 803	21 740
2005	252	9 126	12 643	22 021
2006	184	9 711	11 674	21 569
2007	110	8 915	16 927	25 952
2008 P	474	9 378	14 070	23 921

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-1
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236444		v236445	v236443	v236447		v236448	v236446	v236442
Vecteurs trimestriel	v20863043		v20863044	v20863042	v20863046		v20863047	v20863045	v20863041
	millions de dollars								
1996									
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	8 344	82 380	0	.	2 439	2 439	84 819
II	72 464	.	8 816	81 281	0	.	2 393	2 393	83 674
III	75 026	.	9 004	84 030	0	.	2 392	2 392	86 422
IV	79 956	.	9 887	89 843	0	.	2 452	2 452	92 295
2003									
I	83 011	.	9 216	92 227	0	.	2 202	2 202	94 428
II	78 941	.	10 578	89 519	0	.	2 016	2 016	91 535
III	63 057	.	10 614	73 671	0	.	2 008	2 008	75 680
IV	59 210	.	10 521	69 731	0	.	1 986	1 986	71 718
2004									
I	57 851	.	8 604	66 454	0	.	2 187	2 187	68 641
II	61 204	.	8 706	69 910	0	.	1 905	1 905	71 815
III	59 888	.	7 069	66 957	0	.	1 821	1 821	68 779
IV	54 533	.	8 028	62 562	0	.	1 835	1 835	64 397
2005									
I	53 506	.	8 176	61 682	0	.	1 988	1 988	63 669
II	49 534	.	8 411	57 945	0	.	1 659	1 659	59 604
III	48 385	.	7 984	56 369	0	.	1 549	1 549	57 918
IV	46 278	.	9 473	55 751	0	.	1 551	1 551	57 302
2006									
I	48 289	.	13 566	61 855	0	.	1 851	1 851	63 706
II	47 066	.	14 023	61 088	0	.	1 543	1 543	62 631
III	43 075	.	13 498	56 573	0	.	1 464	1 464	58 037
IV	46 076	.	13 149	59 225	0	.	1 550	1 550	60 775
2007									
I	47 943	.	11 656	59 600	0	.	1 847	1 847	61 447
II	41 943	.	11 422	53 366	0	.	1 380	1 380	54 746
III	42 103	.	10 703	52 807	0	.	1 418	1 418	54 224
IV	40 242	.	10 710	50 952	0	.	1 341	1 341	52 293
2008 P									
I	45 675	.	8 473	54 149	0	.	1 731	1 731	55 880
II	45 037	.	9 766	54 803	0	.	1 516	1 516	56 319
III	41 259	.	12 549	53 808	0	.	1 400	1 400	55 208
IV	37 757	.	19 311	57 068	0	.	1 944	1 944	59 012
2009 P									
I	41 968	.	28 420	70 388	0	.	1 943	1 943	72 331
II	44 648	.	31 942	76 590	0	.	1 506	1 506	78 095
III	50 706	.	24 445	75 151	0	.	10 322	10 322	85 473

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-2
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
Vecteurs trimestriel	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1996									
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394
2001									
I	106 302	.	3 275	109 577	1 765	.	0	1 765	111 343
II	103 294	.	4 109	107 404	1 710	.	0	1 710	109 113
III	108 407	.	3 090	111 497	1 864	.	0	1 864	113 361
IV	109 021	.	3 586	112 607	1 720	.	0	1 720	114 327
2002									
I	107 981	.	3 373	111 354	1 562	.	0	1 562	112 917
II	105 224	.	3 653	108 876	1 648	.	0	1 648	110 525
III	108 629	.	3 231	111 860	1 695	.	0	1 695	113 555
IV	112 990	.	3 258	116 248	1 727	.	0	1 727	117 975
2003									
I	108 144	.	1 396	109 540	1 406	.	0	1 406	110 946
II	105 522	.	1 538	107 061	1 272	.	0	1 272	108 332
III	106 153	.	1 129	107 282	1 126	.	0	1 126	108 408
IV	103 715	.	1 473	105 188	1 122	.	0	1 122	106 310
2004									
I	103 914	.	1 275	105 189	1 169	.	0	1 169	106 358
II	100 988	.	1 719	102 708	1 140	.	0	1 140	103 848
III	97 111	.	1 209	98 320	562	.	0	562	98 882
IV	99 509	.	1 091	100 600	352	.	0	352	100 952
2005									
I	101 791	.	1 101	102 892	488	.	0	488	103 381
II	103 461	.	987	104 448	481	.	0	481	104 929
III	97 861	.	731	98 592	457	.	0	457	99 049
IV	98 777	.	910	99 687	446	.	0	446	100 133
2006									
I	96 590	.	532	97 122	448	.	0	448	97 570
II	94 295	.	1 172	95 466	443	.	0	443	95 909
III	95 619	.	811	96 430	434	.	0	434	96 864
IV	102 009	.	544	102 553	444	.	0	444	102 996
2007									
I	101 547	.	812	102 358	444	.	0	444	102 802
II	94 853	.	695	95 547	410	.	0	410	95 957
III	88 864	.	271	89 135	410	.	0	410	89 545
IV	87 932	.	635	88 567	416	.	0	416	88 983
2008 P									
I	91 677	.	655	92 332	150	.	0	150	92 482
II	95 666	.	2 153	97 819	150	.	0	150	97 969
III	96 227	.	1 431	97 658	150	.	0	150	97 808
IV	106 000	.	3 016	109 016	150	.	0	150	109 166
2009 P									
I	107 609	.	6 579	114 187	150	.	0	150	114 337
II	113 181	.	6 269	119 451	150	.	0	150	119 601
III	107 010	.	4 768	111 778	150	.	0	150	111 928

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-3
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236457				v236458				v236456
Vecteurs trimestriel	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1996									
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 346	.	.	3 346	68	.	.	68	3 413
III	3 102	.	.	3 102	73	.	.	73	3 175
IV	3 168	.	.	3 168	72	.	.	72	3 241
2004									
I	3 102	.	.	3 102	75	.	.	75	3 178
II	3 337	.	.	3 337	74	.	.	74	3 410
III	3 436	.	.	3 436	0	.	.	0	3 436
IV	3 462	.	.	3 462	0	.	.	0	3 462
2005									
I	3 346	.	.	3 346	0	.	.	0	3 346
II	3 430	.	.	3 430	0	.	.	0	3 430
III	3 501	.	.	3 501	0	.	.	0	3 501
IV	3 779	.	.	3 779	0	.	.	0	3 779
2006									
I	3 718	.	.	3 718	0	.	.	0	3 718
II	3 952	.	.	3 952	0	.	.	0	3 952
III	4 021	.	.	4 021	0	.	.	0	4 021
IV	4 120	.	.	4 120	0	.	.	0	4 120
2007									
I	4 033	.	.	4 033	0	.	.	0	4 033
II	3 959	.	.	3 959	0	.	.	0	3 959
III	3 991	.	.	3 991	0	.	.	0	3 991
IV	4 035	.	.	4 035	0	.	.	0	4 035
2008 P									
I	4 330	.	.	4 330	0	.	.	0	4 330
II	4 413	.	.	4 413	0	.	.	0	4 413
III	4 313	.	.	4 313	0	.	.	0	4 313
IV	4 553	.	.	4 553	0	.	.	0	4 553
2009 P									
I	4 583	.	.	4 583	0	.	.	0	4 583
II	4 552	.	.	4 552	0	.	.	0	4 552
III	4 525	.	.	4 525	0	.	.	0	4 525

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-4
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
Vecteurs trimestriel	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1996									
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854
2001									
I	194 969	.	13 373	208 343	1 877	.	2 530	4 407	212 750
II	187 134	.	13 144	200 277	1 817	.	2 302	4 119	204 396
III	189 986	.	9 120	199 106	1 982	.	2 373	4 356	203 462
IV	188 327	.	11 025	199 352	1 793	.	2 329	4 121	203 474
2002									
I	186 401	.	11 717	198 118	1 634	.	2 439	4 073	202 191
II	181 819	.	12 469	194 288	1 724	.	2 393	4 117	198 405
III	187 783	.	12 235	200 018	1 773	.	2 392	4 165	204 183
IV	196 601	.	13 145	209 746	1 806	.	2 452	4 258	214 004
2003									
I	194 737	.	10 612	205 349	1 481	.	2 202	3 683	209 031
II	187 809	.	12 116	199 925	1 339	.	2 016	3 355	203 280
III	172 312	.	11 743	184 055	1 199	.	2 008	3 207	187 263
IV	166 093	.	11 995	178 088	1 195	.	1 986	3 181	181 269
2004									
I	164 867	.	9 879	174 746	1 245	.	2 187	3 431	178 177
II	165 529	.	10 425	175 954	1 213	.	1 905	3 119	179 073
III	160 435	.	8 278	168 713	562	.	1 821	2 383	171 096
IV	157 505	.	9 119	166 624	352	.	1 835	2 187	168 811
2005									
I	158 643	.	9 277	167 920	488	.	1 988	2 476	170 396
II	156 425	.	9 398	165 823	481	.	1 659	2 141	167 964
III	149 747	.	8 715	158 462	457	.	1 549	2 007	160 469
IV	148 833	.	10 383	159 217	446	.	1 551	1 997	161 214
2006									
I	148 597	.	14 099	162 695	448	.	1 851	2 299	164 994
II	145 313	.	15 194	160 507	443	.	1 543	1 985	162 492
III	142 715	.	14 309	157 024	434	.	1 464	1 898	158 922
IV	152 204	.	13 693	165 897	444	.	1 550	1 994	167 891
2007									
I	153 523	.	12 468	165 991	444	.	1 847	2 291	168 282
II	140 755	.	12 117	152 872	410	.	1 380	1 790	154 662
III	134 959	.	10 974	145 933	410	.	1 418	1 828	147 760
IV	132 210	.	11 345	143 555	416	.	1 341	1 757	145 312
2008 P									
I	141 682	.	9 129	150 810	150	.	1 731	1 881	152 692
II	145 116	.	11 919	157 035	150	.	1 516	1 666	158 701
III	141 799	.	13 980	155 779	150	.	1 400	1 550	157 329
IV	148 311	.	22 327	170 638	150	.	1 944	2 094	172 732
2009 P									
I	154 159	.	34 999	189 158	150	.	1 943	2 093	191 251
II	162 380	.	38 211	200 591	150	.	1 506	1 656	202 247
III	162 241	.	29 213	191 454	150	.	10 322	10 472	201 926

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-5
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236461		v236462	v236460	v236464	v236465	v236466	v236463	v236459
Vecteurs trimestriel	v20863068		v20863069	v20863067	v20863071	v20863072	v20863073	v20863070	v20863066
	millions de dollars								
1996									
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489
2001									
I	15 610	.	6 777	22 387	0	93	284	377	22 764
II	15 509	.	6 327	21 836	0	107	297	404	22 240
III	16 803	.	6 726	23 528	0	54	418	472	24 001
IV	17 252	.	6 782	24 034	0	73	365	438	24 472
2002									
I	20 714	.	8 694	29 408	0	63	372	435	29 843
II	22 364	.	7 159	29 523	0	114	328	442	29 965
III	26 653	.	6 241	32 894	0	78	266	343	33 237
IV	28 742	.	6 884	35 626	0	177	212	389	36 015
2003									
I	30 612	.	7 108	37 720	0	58	166	224	37 943
II	34 234	.	5 976	40 210	0	104	166	271	40 480
III	37 029	.	5 246	42 276	0	78	158	236	42 512
IV	38 488	.	4 922	43 411	0	80	148	227	43 638
2004									
I	42 463	.	4 628	47 091	0	102	17	119	47 210
II	44 619	.	6 153	50 772	0	128	16	144	50 916
III	45 729	.	6 052	51 781	0	99	15	114	51 895
IV	48 465	.	6 168	54 633	0	99	119	218	54 851
2005									
I	48 782	.	4 772	53 555	0	103	113	216	53 770
II	49 741	.	5 964	55 705	0	91	116	207	55 912
III	49 288	.	4 442	53 731	0	74	131	204	53 935
IV	52 685	.	4 876	57 560	0	119	131	249	57 809
2006									
I	54 616	.	4 003	58 620	0	136	131	267	58 887
II	56 492	.	6 316	62 808	0	121	131	252	63 060
III	61 484	.	5 370	66 854	0	98	131	228	67 082
IV	63 161	.	4 077	67 238	0	114	131	244	67 482
2007									
I	65 068	.	5 150	70 217	0	122	131	253	70 470
II	65 652	.	5 101	70 753	0	120	131	250	71 003
III	65 815	.	5 721	71 536	0	114	131	245	71 781
IV	72 381	.	4 749	77 130	0	154	131	284	77 414
2008 P									
I	78 721	.	3 255	81 976	0	156	131	287	82 262
II	86 173	.	3 146	89 318	0	180	131	310	89 629
III	83 643	.	3 908	87 552	0	396	131	527	88 078
IV	84 792	.	6 862	91 653	0	297	131	428	92 081
2009 P									
I	86 395	.	5 142	91 536	0	424	131	554	92 091
II	93 311	.	2 530	95 842	0	245	131	375	96 217
III	91 707	.	2 476	94 184	0	270	131	400	94 584

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-6
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
Vecteurs trimestriel	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
millions de dollars									
1996									
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191
2001									
I	29 182	.	12	29 194	0	.	423	423	29 617
II	28 031	.	4	28 035	0	.	279	279	28 314
III	28 381	.	12	28 393	0	.	303	303	28 696
IV	27 422	.	24	27 446	0	.	204	204	27 650
2002									
I	26 099	.	15	26 114	0	.	128	128	26 242
II	23 603	.	78	23 681	0	.	99	99	23 780
III	24 201	.	82	24 283	0	.	102	102	24 386
IV	24 197	.	3	24 200	0	.	128	128	24 328
2003									
I	21 739	.	186	21 925	0	.	146	146	22 071
II	20 175	.	159	20 335	0	.	162	162	20 496
III	19 510	.	12	19 522	0	.	136	136	19 658
IV	19 096	.	4	19 100	0	.	130	130	19 231
2004									
I	19 149	.	0	19 149	0	.	121	121	19 269
II	18 687	.	45	18 732	0	.	111	111	18 843
III	17 782	.	0	17 782	0	.	130	130	17 912
IV	17 286	.	6	17 292	0	.	117	117	17 409
2005									
I	16 884	.	2	16 886	0	.	133	133	17 019
II	16 985	.	0	16 985	0	.	138	138	17 123
III	15 976	.	0	15 976	0	.	153	153	16 129
IV	15 676	.	0	15 676	0	.	149	149	15 825
2006									
I	15 435	.	0	15 435	0	.	153	153	15 588
II	15 162	.	0	15 162	0	.	107	107	15 269
III	15 079	.	0	15 079	0	.	128	128	15 206
IV	15 787	.	0	15 787	0	.	118	118	15 905
2007									
I	15 479	.	3	15 482	0	.	147	147	15 629
II	14 128	.	0	14 128	0	.	117	117	14 245
III	13 338	.	9	13 347	0	.	131	131	13 478
IV	13 254	.	8	13 262	0	.	90	90	13 352
2008 P									
I	11 817	.	9	11 826	0	.	146	146	11 972
II	11 459	.	5	11 465	0	.	177	177	11 642
III	11 648	.	2	11 650	0	.	150	150	11 800
IV	13 120	.	0	13 120	0	.	164	164	13 283
2009 P									
I	13 408	.	0	13 408	0	.	175	175	13 583
II	12 415	.	14	12 429	0	.	135	135	12 564
III	11 330	.	152	11 482	0	.	121	121	11 602

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-7
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236475				v236476				v236474
Vecteurs trimestriel	v20863082				v20863083				v20863081
	millions de dollars								
1996									
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	32	.	.	32	.	.	0	0	32
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2005									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2006									
I	33	.	.	33	.	.	0	0	33
II	32	.	.	32	.	.	0	0	32
III	30	.	.	30	.	.	0	0	30
IV	29	.	.	29	.	.	0	0	29
2007									
I	30	.	.	30	.	.	0	0	30
II	30	.	.	30	.	.	0	0	30
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	48	.	.	48	.	.	0	0	48
2008 P									
I	49	.	.	49	.	.	0	0	49
II	48	.	.	48	.	.	0	0	48
III	51	.	.	51	.	.	0	0	51
IV	54	.	.	54	.	.	0	0	54
2009 P									
I	58	.	.	58	.	.	0	0	58
II	44	.	.	44	.	.	0	0	44
III	45	.	.	45	.	.	0	0	45

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-8
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v236495		v236496	v236494	v236498	v236499	v236500	v236497	v236493
Vecteurs trimestriel	v20863060		v20863061	v20863059	v20863063	v20863064	v20863065	v20863062	v20863058
	millions de dollars								
1996									
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680
2001									
I	44 792	.	6 789	51 580	0	93	707	800	52 381
II	43 540	.	6 331	49 872	0	107	576	683	50 554
III	45 183	.	6 738	51 921	0	54	722	776	52 697
IV	44 673	.	6 807	51 480	0	73	569	642	52 122
2002									
I	46 813	.	8 709	55 522	0	63	500	563	56 085
II	45 967	.	7 236	53 203	0	114	428	542	53 745
III	50 854	.	6 324	57 177	0	78	368	446	57 623
IV	52 939	.	6 887	59 826	0	177	340	517	60 344
2003									
I	52 351	.	7 294	59 645	0	58	313	370	60 015
II	54 434	.	6 136	60 570	0	104	328	432	61 002
III	56 565	.	5 258	61 823	0	78	294	372	62 195
IV	57 610	.	4 926	62 536	0	80	278	357	62 894
2004									
I	61 643	.	4 628	66 271	0	102	138	240	66 511
II	63 337	.	6 198	69 536	0	128	127	255	69 790
III	63 542	.	6 052	69 594	0	99	145	244	69 838
IV	65 782	.	6 174	71 956	0	99	235	335	72 291
2005									
I	65 698	.	4 774	70 472	0	103	246	349	70 821
II	66 757	.	5 964	72 721	0	91	254	345	73 066
III	65 296	.	4 442	69 738	0	74	284	357	70 095
IV	68 392	.	4 876	73 267	0	119	280	398	73 666
2006									
I	70 084	.	4 003	74 087	0	136	284	420	74 507
II	71 687	.	6 316	78 003	0	121	238	359	78 362
III	76 593	.	5 370	81 962	0	98	258	356	82 318
IV	78 977	.	4 077	83 054	0	114	249	362	83 416
2007									
I	80 576	.	5 153	85 729	0	122	278	400	86 129
II	79 810	.	5 101	84 911	0	120	247	367	85 278
III	79 184	.	5 729	84 913	0	114	261	376	85 289
IV	85 684	.	4 756	90 440	0	154	221	375	90 815
2008 P									
I	90 587	.	3 264	93 850	0	156	277	433	94 283
II	97 680	.	3 151	100 831	0	180	308	487	101 319
III	95 343	.	3 910	99 253	0	396	280	676	99 929
IV	97 965	.	6 862	104 827	0	297	294	592	105 419
2009 P									
I	99 861	.	5 142	105 003	0	424	306	730	105 732
II	105 771	.	2 544	108 315	0	245	265	510	108 825
III	103 082	.	2 628	105 710	0	270	251	521	106 231

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-9
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations et entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
v236503 v20863028		v236504 v20863029	v236502 v20863027	v236506 v20863031	v236507 v20863032	v236508 v20863033	v236505 v20863030	v236501 v20863026	
millions de dollars									
1996									
III	259 590	.	40 397	299 987	3 092	176	3 471	6 740	306 727
IV	267 897	.	33 762	301 660	2 997	168	3 406	6 572	308 231
1997									
I	263 225	.	36 422	299 647	2 754	201	3 424	6 378	306 025
II	265 501	.	30 654	296 155	2 455	115	3 394	5 963	302 118
III	268 679	.	29 832	298 511	2 276	131	3 355	5 762	304 273
IV	260 448	.	32 595	293 043	2 064	120	3 576	5 761	298 804
1998									
I	260 239	.	31 729	291 967	2 006	114	3 416	5 536	297 503
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	245 385	.	25 573	270 957	2 223	89	3 109	5 421	276 379
II	244 252	.	24 299	268 551	2 208	163	2 958	5 330	273 881
III	238 335	.	21 404	259 739	2 062	79	2 897	5 037	264 776
IV	235 738	.	22 743	258 481	1 959	66	3 027	5 052	263 533
2001									
I	239 761	.	20 162	259 923	1 877	93	3 237	5 207	265 130
II	230 674	.	19 475	250 149	1 817	107	2 878	4 802	254 951
III	235 170	.	15 858	251 028	1 982	54	3 095	5 131	256 159
IV	233 001	.	17 831	250 832	1 793	73	2 897	4 763	255 595
2002									
I	233 214	.	20 426	253 639	1 634	63	2 939	4 636	258 276
II	227 786	.	19 705	247 491	1 724	114	2 821	4 659	252 150
III	238 637	.	18 559	257 195	1 773	78	2 760	4 610	261 806
IV	249 540	.	20 032	269 572	1 806	177	2 792	4 775	274 348
2003									
I	247 088	.	17 906	264 994	1 481	58	2 514	4 053	269 046
II	242 243	.	18 252	260 495	1 339	104	2 343	3 787	264 282
III	228 877	.	17 001	245 878	1 199	78	2 303	3 579	249 458
IV	223 703	.	16 921	240 624	1 195	80	2 264	3 539	244 162
2004									
I	226 510	.	14 507	241 017	1 245	102	2 325	3 672	244 688
II	228 867	.	16 623	245 490	1 213	128	2 032	3 373	248 863
III	223 977	.	14 330	238 307	562	99	1 966	2 627	240 934
IV	223 288	.	15 293	238 581	352	99	2 071	2 522	241 103
2005									
I	224 341	.	14 052	238 393	488	103	2 234	2 825	241 217
II	223 182	.	15 362	238 545	481	91	1 913	2 486	241 030
III	215 043	.	13 157	228 201	457	74	1 833	2 364	230 564
IV	217 225	.	15 259	232 484	446	119	1 831	2 395	234 879
2006									
I	218 681	.	18 102	236 783	448	136	2 135	2 719	239 501
II	216 999	.	21 510	238 509	443	121	1 780	2 344	240 854
III	219 308	.	19 679	238 987	434	98	1 723	2 254	241 241
IV	231 181	.	17 770	248 951	444	114	1 799	2 356	251 307
2007									
I	234 099	.	17 621	251 720	444	122	2 125	2 691	254 410
II	220 565	.	17 218	237 783	410	120	1 627	2 156	239 939
III	214 143	.	16 703	230 846	410	114	1 679	2 203	233 049
IV	217 893	.	16 101	233 995	416	154	1 562	2 132	236 126
2008 P									
I	232 268	.	12 392	244 661	150	156	2 008	2 314	246 975
II	242 796	.	15 070	257 866	150	180	1 823	2 153	260 019
III	237 142	.	17 890	255 032	150	396	1 680	2 226	257 258
IV	246 276	.	29 188	275 464	150	297	2 238	2 686	278 150
2009 P									
I	254 020	.	40 140	294 160	150	424	2 249	2 823	296 983
II	268 151	.	40 755	308 906	150	245	1 771	2 166	311 072
III	265 323	.	31 841	297 164	150	270	10 573	10 993	308 157

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-10
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Sociétés

Année	Sociétés								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel Vecteurs trimestriel	v236479 v20863086	v236480 v20863087	v236481 v20863088	v236478 v20863085	v236483 v20863090	v236484 v20863091	v236485 v20863092	v236482 v20863089	v236477 v20863084
millions de dollars									
1996									
III	87 686	44 871	3 733	136 290	48 707	107 971	13 804	170 481	306 771
IV	89 954	47 301	4 371	141 627	48 047	126 668	13 801	188 517	330 144
1997									
I	92 891	47 111	5 401	145 403	51 670	145 709	14 876	212 255	357 658
II	95 546	47 651	4 768	147 966	56 038	147 272	15 439	218 748	366 714
III	97 511	49 494	5 493	152 498	55 770	137 738	15 383	208 891	361 389
IV	107 450	51 402	7 906	166 758	49 611	165 237	15 020	229 868	396 626
1998									
I	109 695	54 376	9 054	173 126	50 135	171 165	15 059	236 358	409 484
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	135 196	78 268	5 140	218 604	55 545	142 064	18 456	216 065	434 669
II	135 534	83 456	4 146	223 136	57 130	148 101	18 634	223 864	447 000
III	138 893	87 893	3 583	230 369	58 220	144 480	18 921	221 621	451 990
IV	136 702	87 116	5 219	229 037	58 716	147 684	18 329	224 729	453 766
2001									
I	151 508	87 696	3 089	242 294	54 185	166 731	18 407	239 323	481 617
II	155 541	78 319	3 722	237 583	56 340	154 009	19 094	229 443	467 026
III	167 587	77 968	3 611	249 167	61 137	172 620	19 058	252 816	501 982
IV	194 227	77 487	3 632	275 346	54 242	180 982	18 819	254 043	529 389
2002									
I	200 574	76 929	4 633	282 136	56 532	188 626	19 328	264 487	546 623
II	196 340	79 775	4 172	280 288	51 869	183 563	19 065	254 497	534 785
III	205 782	78 872	4 244	288 898	56 051	196 415	19 304	271 771	560 669
IV	199 532	80 617	5 253	285 403	56 965	194 859	19 483	271 307	556 709
2003									
I	185 063	80 185	5 274	270 522	54 274	204 034	19 500	277 807	548 330
II	170 731	81 236	4 413	256 380	51 172	169 884	19 089	240 145	496 524
III	174 038	83 081	3 723	260 843	50 374	177 965	19 224	247 563	508 406
IV	177 347	84 712	4 467	266 526	51 203	183 045	19 225	253 474	520 000
2004									
I	183 933	86 815	4 337	275 085	52 517	174 484	20 287	247 289	522 374
II	190 690	95 051	4 228	289 969	54 181	191 240	20 336	265 756	555 725
III	183 206	97 631	3 781	284 617	44 827	185 508	19 885	250 220	534 838
IV	178 948	100 042	4 327	283 317	43 797	175 879	19 669	239 345	522 662
2005									
I	179 717	99 700	4 577	283 993	49 648	175 139	20 103	244 890	528 883
II	182 986	96 140	4 348	283 474	51 483	181 138	20 983	253 604	537 079
III	174 584	96 309	4 529	275 422	45 021	198 728	21 504	265 254	540 676
IV	170 703	93 532	5 524	269 759	37 774	200 906	20 190	258 870	528 629
2006									
I	168 900	96 699	4 766	270 365	41 166	213 562	20 338	275 067	545 431
II	162 022	100 459	5 549	268 030	45 516	234 450	20 275	300 240	568 270
III	163 010	100 540	6 252	269 802	51 609	235 594	20 250	307 454	577 256
IV	177 987	99 049	6 745	283 781	52 554	226 668	19 770	298 992	582 773
2007									
I	181 716	101 873	6 109	289 698	57 431	246 894	23 296	327 622	617 319
II	172 564	104 567	6 872	284 003	58 586	251 553	24 671	334 810	618 814
III	165 297	104 447	5 680	275 423	54 743	239 074	25 460	319 277	594 700
IV	166 758	95 767	5 898	268 424	60 768	243 364	24 390	328 522	596 945
2008 P									
I	174 890	97 147	6 380	278 417	62 527	269 019	24 418	355 965	634 382
II	182 334	99 175	6 318	287 827	56 561	251 625	24 788	332 975	620 802
III	189 748	96 722	5 771	292 241	59 162	261 535	24 852	345 549	637 790
IV	207 809	95 967	5 717	309 493	64 400	300 859	21 683	386 942	696 435
2009 P									
I	218 835	97 727	4 687	321 248	68 819	313 288	21 884	403 991	725 239
II	215 041	101 478	3 679	320 199	58 982	286 079	21 755	366 816	687 014
III	206 014	111 634	4 482	322 131	55 941	280 223	21 833	357 997	680 128

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19-11
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres passifs ⁴	Total	
Vecteurs annuel	v21113622	v21113623	v21113624	v21113621	v21113626	v21113627	v21113628	v21113625	v236441
Vecteurs trimestriel	v21113614	v21113615	v21113616	v21113613	v21113618	v21113619	v21113620	v21113617	v20863025
	millions de dollars								
1996									
III	347 276	44 871	44 130	436 277	51 799	108 147	17 275	177 045	613 322
IV	357 852	47 301	38 134	443 287	51 045	126 836	17 207	195 088	638 375
1997									
I	356 115	47 111	41 823	445 050	54 424	145 910	18 300	218 433	663 483
II	361 048	47 651	35 422	444 121	58 493	147 387	18 832	224 596	668 717
III	366 190	49 494	35 325	451 009	58 046	137 869	18 738	214 522	665 530
IV	367 898	51 402	40 501	459 801	51 676	165 357	18 596	235 629	695 430
1998									
I	369 934	54 376	40 783	465 093	52 141	171 279	18 474	241 780	706 873
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	380 581	78 268	30 712	489 561	57 769	142 153	21 565	221 486	711 048
II	379 786	83 456	28 445	491 687	59 338	148 264	21 592	229 194	720 881
III	377 228	87 893	24 987	490 107	60 281	144 559	21 818	226 658	716 766
IV	372 440	87 116	27 961	487 517	60 675	147 751	21 356	229 781	717 299
2001									
I	391 270	87 696	23 251	502 217	56 062	166 824	21 644	244 530	746 747
II	386 215	78 319	23 197	487 732	58 157	154 115	21 972	234 245	721 977
III	402 756	77 968	19 470	500 194	63 119	172 674	22 153	257 947	758 141
IV	427 228	77 487	21 463	526 178	56 035	181 055	21 716	258 806	784 984
2002									
I	433 788	76 929	25 058	535 775	58 167	188 690	22 267	269 123	804 898
II	424 127	79 775	23 878	527 779	53 593	183 677	21 886	259 156	786 935
III	444 419	78 872	22 803	546 094	57 824	196 493	22 064	276 381	822 475
IV	449 072	80 617	25 285	554 975	58 772	195 036	22 275	276 082	831 057
2003									
I	432 151	80 185	23 180	535 516	55 754	204 091	22 014	281 860	817 376
II	412 974	81 236	22 665	516 874	52 511	169 988	21 432	243 932	760 806
III	402 915	83 081	20 725	506 721	51 573	178 043	21 527	251 143	757 864
IV	401 050	84 712	21 388	507 150	52 398	183 125	21 489	257 012	764 162
2004									
I	410 444	86 815	18 843	516 102	53 762	174 586	22 612	250 960	767 063
II	419 556	95 051	20 852	535 459	55 394	191 368	22 368	269 130	804 589
III	407 183	97 631	18 111	522 925	45 389	185 607	21 851	252 847	775 772
IV	402 236	100 042	19 621	521 898	44 149	175 978	21 740	241 867	763 765
2005									
I	404 058	99 700	18 628	522 386	50 136	175 242	22 337	247 715	770 101
II	406 169	96 140	19 710	522 019	51 965	181 229	22 896	256 090	778 109
III	389 627	96 309	17 686	503 623	45 479	198 802	23 337	267 617	771 240
IV	387 928	93 532	20 783	502 243	38 219	201 025	22 021	261 265	763 508
2006									
I	387 580	96 699	22 868	507 147	41 614	213 699	22 473	277 786	784 933
II	379 021	100 459	27 059	506 539	45 958	234 571	22 055	302 584	809 123
III	382 318	100 540	25 931	508 789	52 043	235 692	21 973	309 708	818 497
IV	409 168	99 049	24 515	532 732	52 997	226 781	21 569	301 348	834 080
2007									
I	415 814	101 873	23 730	541 417	57 875	247 017	25 421	330 313	871 730
II	393 129	104 567	24 089	521 786	58 996	251 673	26 299	336 967	858 753
III	379 439	104 447	22 383	506 269	55 152	239 189	27 139	321 481	827 750
IV	384 652	95 767	21 999	502 418	61 184	243 518	25 952	330 653	833 072
2008 P									
I	407 159	97 147	18 772	523 078	62 677	269 175	26 427	358 279	881 357
II	425 130	99 175	21 388	545 693	56 711	251 805	26 611	335 128	880 821
III	426 891	96 722	23 660	547 273	59 312	261 931	26 532	347 775	895 048
IV	454 085	95 967	34 906	584 958	64 550	301 156	23 921	389 628	974 586
2009 P									
I	472 855	97 727	44 827	615 409	68 969	313 711	24 133	406 814	1 022 223
II	483 193	101 478	44 434	629 105	59 132	286 324	23 526	368 982	998 086
III	471 338	111 634	36 323	619 295	56 091	280 493	32 406	368 990	988 285

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1
Dette extérieure brute, position — Total, tous les secteurs

Vecteurs	Total, tous les secteurs											
	Court terme						Long terme				Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542	
	millions de dollars											
2002												
IV	25 285	33 758	195 036	7 126	2 507	263 712	449 072	25 014	12 641	486 727	73 966	824 406
2003												
I	23 180	33 385	204 091	7 125	2 379	270 160	432 151	22 370	12 510	467 031	72 622	809 814
II	22 665	31 941	169 988	6 684	2 164	233 442	412 974	20 570	12 585	446 129	75 734	755 304
III	20 725	32 090	176 043	6 559	2 156	239 574	402 915	19 483	12 811	435 209	71 061	745 844
IV	21 388	33 856	183 125	6 246	2 287	246 902	401 050	18 542	12 957	432 548	67 444	746 894
2004												
I	18 843	32 185	174 586	6 530	2 346	234 490	410 444	21 577	13 736	445 757	67 963	748 210
II	20 852	33 302	191 368	6 693	2 048	254 263	419 556	22 092	13 626	455 275	60 587	770 125
III	18 111	25 700	185 607	6 254	1 965	237 637	407 183	19 689	13 632	440 504	63 776	741 917
IV	19 621	23 076	175 978	6 189	1 748	226 611	402 236	21 073	13 803	437 112	65 095	728 818
2005												
I	18 628	32 005	175 242	6 266	2 197	234 339	404 058	18 131	13 873	436 062	62 734	733 135
II	19 710	33 802	181 229	6 725	2 236	243 702	406 169	18 163	13 936	438 267	62 180	744 149
III	17 686	28 051	198 802	6 978	2 257	253 774	389 627	17 428	14 102	421 157	66 106	741 037
IV	20 783	20 461	201 025	6 791	2 587	251 647	387 928	17 758	12 643	418 330	67 901	737 877
2006												
I	22 868	23 189	213 699	7 019	2 942	269 716	387 580	18 425	12 513	418 518	70 310	758 544
II	27 059	27 341	234 571	6 943	2 744	298 658	379 021	18 618	12 368	410 007	68 625	777 290
III	25 931	32 515	235 692	6 718	2 736	303 591	382 318	19 528	12 519	414 365	70 583	788 540
IV	24 515	33 608	226 781	6 981	2 914	294 799	409 168	19 389	11 674	440 231	70 548	805 579
2007												
I	23 730	38 490	247 017	7 453	3 073	319 762	415 814	19 385	14 895	450 095	72 139	841 997
II	24 089	38 606	251 673	7 042	2 883	324 294	393 129	20 390	16 373	429 892	69 861	824 046
III	22 383	33 658	239 189	7 109	3 100	305 439	379 439	21 495	16 930	417 864	69 420	792 723
IV	21 999	28 411	243 518	6 393	2 632	302 953	384 652	32 772	16 927	434 351	75 121	812 426
2008 P												
I	18 772	28 972	269 175	6 707	3 045	326 671	407 159	33 705	16 674	457 538	76 256	860 465
II	21 388	23 216	251 805	7 028	2 847	306 284	425 130	33 496	16 736	475 362	73 586	855 232
III	23 660	25 307	261 931	6 998	2 728	320 625	426 891	34 005	16 806	477 701	74 642	872 968
IV	34 906	27 269	301 156	6 794	3 057	373 183	454 085	37 281	14 070	505 435	77 883	956 501
2009 P												
I	44 827	27 979	313 711	6 797	3 180	396 494	472 855	40 991	14 156	528 002	91 846	1 016 342
II	44 434	20 681	286 324	6 782	2 567	360 788	483 193	38 451	14 176	535 820	88 111	984 720
III	36 323	20 199	280 493	6 775	2 558	346 349	471 338	35 892	23 073	530 302	85 982	962 632

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2
Dettes extérieures brutes, position — Administrations publiques

Vecteurs	Administrations publiques											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561		v21386554	
	millions de dollars												
2002													
IV	13 145	0	..	..	780	13 925	196 601	1 806	1 671	200 079	.	214 004
2003													
I	10 612	0	..	..	630	11 242	194 737	1 481	1 572	197 789	.	209 031
II	12 116	0	..	..	544	12 660	187 809	1 339	1 471	190 620	.	203 280
III	11 743	0	..	..	504	12 248	172 312	1 199	1 504	175 015	.	187 263
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	166 093	1 195	1 502	168 789	.	181 269
2004													
I	9 879	0	..	..	674	10 553	164 867	1 245	1 513	167 624	.	178 177
II	10 425	0	..	..	381	10 806	165 529	1 213	1 524	168 267	.	179 073
III	8 278	0	..	..	377	8 655	160 435	562	1 444	162 441	.	171 096
IV	9 119	0	..	..	380	9 500	157 505	352	1 455	159 312	.	168 812
2005													
I	9 277	0	..	..	563	9 841	158 643	488	1 424	160 555	.	170 396
II	9 398	0	..	..	268	9 667	156 425	481	1 391	158 298	.	167 964
III	8 715	0	..	..	238	8 953	149 747	457	1 312	151 516	.	160 469
IV	10 383	0	..	..	252	10 636	148 833	446	1 299	150 578	.	161 214
2006													
I	14 099	0	..	..	540	14 639	148 597	448	1 310	150 355	.	164 994
II	15 194	0	..	..	256	15 450	145 313	443	1 287	147 042	.	162 492
III	14 309	0	..	..	181	14 490	142 715	434	1 283	144 433	.	158 922
IV	13 693	0	..	..	184	13 877	152 204	444	1 366	154 014	.	167 891
2007													
I	12 468	0	..	..	490	12 958	153 523	444	1 357	155 323	.	168 282
II	12 117	0	..	..	124	12 241	140 755	410	1 256	142 421	.	154 662
III	10 974	0	..	..	184	11 158	134 959	410	1 234	136 602	.	147 760
IV	11 345	0	..	..	110	11 455	132 210	416	1 231	133 857	.	145 312
2008 P													
I	9 129	0	..	..	414	9 543	141 682	150	1 317	143 149	.	152 692
II	11 919	0	..	..	219	12 138	145 116	150	1 297	146 563	.	158 701
III	13 980	0	..	..	114	14 094	141 799	150	1 286	143 236	.	157 329
IV	22 327	0	..	..	474	22 801	148 311	150	1 470	149 931	.	172 732
2009 P													
I	34 999	0	..	..	475	35 474	154 159	150	1 468	155 778	.	191 251
II	38 211	0	..	..	100	38 311	162 380	150	1 406	163 937	.	202 247
III	29 213	0	..	..	98	29 311	162 241	150	10 224	172 615	.	201 926

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3
Dettes extérieures brutes, position — Autorités monétaires

Vecteurs	Autorités monétaires											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme				Total		
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements				
v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572	v21386565			
millions de dollars													
2002													
IV	177	..	..	177	..	..	..	..	..	.	177
2003													
I	58	..	..	58	..	..	..	..	..	.	58
II	104	..	..	104	..	..	..	..	..	.	104
III	78	..	..	78	..	..	..	..	..	.	78
IV	80	..	..	80	..	..	..	..	..	.	80
2004													
I	102	..	..	102	..	..	..	..	..	.	102
II	128	..	..	128	..	..	..	..	..	.	128
III	99	..	..	99	..	..	..	..	..	.	99
IV	99	..	..	99	..	..	..	..	..	.	99
2005													
I	103	..	..	103	..	..	..	..	..	.	103
II	91	..	..	91	..	..	..	..	..	.	91
III	74	..	..	74	..	..	..	..	..	.	74
IV	119	..	..	119	..	..	..	..	..	.	119
2006													
I	136	..	..	136	..	..	..	..	..	.	136
II	121	..	..	121	..	..	..	..	..	.	121
III	98	..	..	98	..	..	..	..	..	.	98
IV	114	..	..	114	..	..	..	..	..	.	114
2007													
I	122	..	..	122	..	..	..	..	..	.	122
II	120	..	..	120	..	..	..	..	..	.	120
III	114	..	..	114	..	..	..	..	..	.	114
IV	154	..	..	154	..	..	..	..	..	.	154
2008 P													
I	156	..	..	156	..	..	..	..	..	.	156
II	180	..	..	180	..	..	..	..	..	.	180
III	396	..	..	396	..	..	..	..	..	.	396
IV	297	..	..	297	..	..	..	..	..	.	297
2009 P													
I	424	..	..	424	..	..	..	..	..	.	424
II	245	..	..	245	..	..	..	..	..	.	245
III	270	..	..	270	..	..	..	..	..	.	270

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4
Dettes extérieures brutes, position — Banques

Vecteurs	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Total	Long terme			Total		
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements		Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements			
v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583	v21386576		
millions de dollars												
2002												
IV	1 557	..	194 859	..	..	196 416	2 821	..	..	2 821	.	199 237
2003												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	3 129	..	..	3 129	.	208 605
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	2 406	..	..	2 406	.	173 696
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 426	..	..	2 426	.	181 447
IV	1 796	..	183 045	..	..	184 841	2 379	..	..	2 379	.	187 220
2004												
I	2 511	..	174 484	..	..	176 995	2 399	..	..	2 399	.	179 395
II	2 011	..	191 240	..	..	193 251	2 455	..	..	2 455	.	195 706
III	1 612	..	185 508	..	..	187 120	2 334	..	..	2 334	.	189 454
IV	2 253	..	175 879	..	..	178 132	2 264	..	..	2 264	.	180 396
2005												
I	2 229	..	175 139	..	..	177 369	2 277	..	..	2 277	.	179 646
II	2 626	..	181 138	..	..	183 764	2 269	..	..	2 269	.	186 033
III	2 543	..	198 728	..	..	201 271	2 183	..	..	2 183	.	203 454
IV	3 316	..	200 906	..	..	204 222	2 298	..	..	2 298	.	206 520
2006												
I	3 283	..	213 562	..	..	216 845	2 334	..	..	2 334	.	219 179
II	3 354	..	234 450	..	..	237 804	2 369	..	..	2 369	.	240 173
III	3 548	..	235 594	..	..	239 142	2 238	..	..	2 238	.	241 380
IV	4 253	..	226 668	..	..	230 921	2 035	..	..	2 035	.	232 956
2007												
I	3 246	..	246 894	..	..	250 141	1 972	..	..	1 972	.	252 113
II	3 274	..	251 553	..	..	254 827	1 843	..	..	1 843	.	256 670
III	2 369	..	239 074	..	..	241 443	1 697	..	..	1 697	.	243 140
IV	2 715	..	243 364	..	..	246 079	1 744	..	..	1 744	.	247 822
2008 P												
I	2 813	..	269 019	..	..	271 832	1 785	..	..	1 785	.	273 618
II	2 782	..	251 625	..	..	254 407	1 741	..	..	1 741	.	256 148
III	3 165	..	261 535	..	..	264 701	1 755	..	..	1 755	.	266 456
IV	2 855	..	300 859	..	..	303 714	1 865	..	..	1 865	.	305 579
2009 P												
I	2 707	..	313 288	..	..	315 995	1 947	..	..	1 947	.	317 942
II	1 931	..	286 079	..	..	288 010	1 834	..	..	1 834	.	289 845
III	2 415	..	280 223	..	..	282 638	1 792	..	..	1 792	.	284 429

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5
Dettes extérieures brutes, position — Autres secteurs

Vecteurs	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	10 583	33 758	..	7 126	1 727	53 194	249 651	23 208	10 970	283 828	73 966	410 988	
2003													
I	11 126	33 385	..	7 125	1 749	53 384	234 285	20 889	10 939	266 113	72 622	392 120	
II	9 143	31 941	..	6 684	1 620	49 387	222 759	19 231	11 113	253 103	75 734	378 224	
III	7 926	32 090	..	6 559	1 652	48 228	228 177	18 284	11 307	257 768	71 061	377 057	
IV	7 597	33 856	..	6 246	1 802	49 501	232 579	17 347	11 455	261 380	67 444	378 326	
2004													
I	6 454	32 185	..	6 530	1 672	46 840	243 177	20 332	12 224	275 733	67 963	390 536	
II	8 416	33 302	..	6 693	1 667	50 078	251 572	20 879	12 102	284 553	60 587	395 218	
III	8 221	25 700	..	6 254	1 588	41 764	244 414	19 127	12 188	275 729	63 776	381 269	
IV	8 248	23 076	..	6 189	1 367	38 880	242 467	20 721	12 348	275 536	65 095	379 511	
2005													
I	7 121	32 005	..	6 266	1 634	47 027	243 138	17 643	12 449	273 229	62 734	382 990	
II	7 686	33 802	..	6 725	1 968	50 180	247 475	17 682	12 545	277 701	62 180	390 061	
III	6 428	28 051	..	6 978	2 019	43 477	237 697	16 970	12 790	267 458	66 106	377 041	
IV	7 083	20 461	..	6 791	2 335	36 670	236 797	17 313	11 344	265 454	67 901	370 024	
2006													
I	5 486	23 189	..	7 019	2 401	38 095	236 649	17 977	11 202	265 829	70 310	374 234	
II	8 511	27 341	..	6 943	2 488	45 283	231 339	18 175	11 081	260 595	68 625	374 503	
III	8 074	32 515	..	6 718	2 555	49 862	237 365	19 094	11 236	267 695	70 583	388 140	
IV	6 569	33 608	..	6 981	2 730	49 887	254 928	18 946	10 308	284 182	70 548	404 618	
2007													
I	8 016	38 490	..	7 453	2 582	56 541	260 320	18 941	13 538	292 799	72 139	421 480	
II	8 698	38 606	..	7 042	2 759	57 106	250 531	19 980	15 117	285 628	69 861	412 594	
III	9 040	33 658	..	7 109	2 916	52 723	242 784	21 085	15 696	279 565	69 420	401 708	
IV	7 939	28 411	..	6 393	2 522	45 266	250 698	32 356	15 695	298 750	75 121	419 137	
2008 P													
I	6 830	28 972	..	6 707	2 631	45 140	263 692	33 555	15 357	312 604	76 256	434 000	
II	6 687	23 216	..	7 028	2 628	39 559	278 273	33 346	15 439	327 058	73 586	440 203	
III	6 515	25 307	..	6 998	2 614	41 434	283 336	33 855	15 520	332 711	74 642	448 787	
IV	9 724	27 269	..	6 794	2 583	46 371	303 909	37 131	12 600	353 639	77 883	477 893	
2009 P													
I	7 121	27 979	..	6 797	2 705	44 602	316 748	40 841	12 688	370 277	91 846	506 725	
II	4 292	20 681	..	6 782	2 467	34 222	318 978	38 301	12 770	370 049	88 111	492 383	
III	4 695	20 199	..	6 775	2 460	34 130	307 305	35 742	12 849	355 895	85 982	476 007	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs annuel	v235428	v235430	v235431	v30615498	v235445	v235433	v235429	v235434	v235432	v235435	v235446	v235427
Vecteurs trimestriel	v20862963	v20862969	v20862972	v30615506	v20862966	v20862978	v20862981	v20862984	v20862987	v20862990	v20862975	v20862960
millions de dollars												
1996												
III	90 795	11 411	53 094	..	64 504	16 316	-375	39 285	20 276	24 454	99 956	255 256
IV	93 939	12 534	56 335	..	68 869	17 356	-426	44 295	21 504	21 950	104 678	267 487
1997												
I	99 011	13 239	57 672	..	70 912	21 990	-430	43 529	22 643	25 199	112 931	282 854
II	102 138	12 981	57 051	..	70 031	22 832	-429	47 899	21 090	24 860	116 252	288 422
III	104 763	15 283	56 885	..	72 168	25 047	-429	40 305	20 905	21 892	107 721	284 652
IV	110 707	16 790	54 523	..	71 313	27 415	-323	37 988	18 372	25 463	108 915	290 935
1998												
I	114 101	18 631	55 377	..	74 008	25 118	-321	43 148	22 862	19 680	110 488	298 598
II	124 277	16 880	58 918	..	75 798	24 377	-331	48 888	22 631	21 406	116 971	317 046
III	134 263	17 964	63 605	..	81 570	25 472	-346	42 235	16 521	21 514	105 396	321 228
IV	133 267	20 964	65 102	..	86 067	23 384	-137	45 372	20 757	20 617	109 993	329 326
1999												
I	137 410	19 448	65 897	..	85 345	19 613	-135	41 490	23 445	19 235	103 647	326 402
II	141 298	16 408	65 554	..	81 962	16 283	-131	42 509	21 906	18 831	99 398	322 657
III	147 978	17 656	68 773	..	86 429	15 887	-131	45 871	21 044	18 557	101 228	335 635
IV	151 775	17 702	71 355	..	89 056	19 014	-94	47 996	23 368	19 533	109 817	350 648
2000												
I	158 093	18 200	75 212	..	93 413	16 087	-94	51 526	25 326	20 092	112 937	364 442
II	170 894	18 926	81 507	..	100 433	21 724	-96	53 971	24 450	20 984	121 032	392 359
III	174 310	23 715	87 139	..	110 853	20 349	-98	51 871	24 073	21 428	117 624	402 787
IV	177 943	21 538	90 714	..	112 252	21 842	-53	48 904	23 723	22 450	116 866	407 061
2001												
I	185 572	23 000	99 158	..	122 158	20 440	-56	52 273	23 873	22 358	118 889	426 620
II	185 117	21 768	98 370	..	120 138	20 567	-54	40 086	23 926	23 192	107 719	412 974
III	192 303	23 795	104 613	..	128 408	20 190	-56	40 471	22 403	23 283	106 292	427 003
IV	188 481	23 813	108 374	..	132 186	25 250	-29	43 047	22 789	23 370	114 427	435 095
2002												
I	189 597	26 842	112 018	5 517	144 378	22 723	-29	43 361	20 697	21 068	107 821	441 796
II	181 527	28 539	108 448	5 444	142 430	24 318	-28	41 086	19 462	18 701	103 540	427 497
III	189 259	30 690	115 134	5 840	151 663	24 908	-29	41 620	20 577	20 653	107 730	448 653
IV	199 992	29 779	118 008	7 119	154 906	28 102	0	40 484	20 484	21 368	110 438	465 336
2003												
I	189 624	30 678	108 390	7 730	146 797	24 702	..	48 325	16 575	21 561	111 163	447 584
II	168 054	32 279	99 486	5 356	137 121	23 165	..	48 381	13 617	21 711	106 874	412 049
III	171 198	31 873	100 721	6 944	139 537	21 785	..	45 801	14 073	24 102	105 762	416 497
IV	169 605	32 213	97 223	7 111	136 547	21 422	..	46 720	13 054	24 760	105 955	412 107
2004												
I	174 781	33 941	99 197	6 569	139 707	22 813	0	45 470	13 960	19 211	101 454	415 942
II	207 498	37 311	102 128	5 789	145 229	23 404	0	52 548	14 564	21 884	112 400	465 127
III	205 729	35 532	96 966	5 416	137 914	24 112	0	52 118	15 798	21 744	113 772	457 416
IV	198 460	40 050	92 150	5 528	137 727	24 862	0	54 288	12 964	21 477	113 590	449 778
2005												
I	203 525	43 691	93 865	5 352	142 909	22 606	0	60 426	14 153	22 393	119 579	466 013
II	208 502	48 622	97 658	5 056	151 336	23 058	0	60 573	14 507	24 644	122 782	482 620
III	202 506	52 050	95 908	5 677	153 635	24 194	0	63 125	14 092	24 336	125 747	481 888
IV	202 398	56 048	98 410	5 301	159 759	22 227	0	55 411	13 540	27 278	118 456	480 612
2006												
I	210 342	63 708	101 936	4 863	170 506	29 430	0	53 973	16 276	26 264	125 943	506 791
II	206 179	69 320	100 059	6 475	175 854	30 474	0	63 567	12 879	26 300	133 221	515 254
III	212 200	73 620	102 260	8 119	183 999	41 019	0	65 331	12 950	27 491	146 792	542 990
IV	229 737	79 634	108 390	8 655	196 679	42 418	0	51 554	12 370	28 008	134 350	560 765
2007												
I	241 030	86 036	110 819	7 983	204 838	43 877	0	58 622	16 211	26 758	145 468	591 337
II	228 724	88 595	104 537	7 510	200 642	39 795	0	58 766	15 079	24 669	138 309	567 674
III	223 674	80 778	99 753	4 580	185 111	40 718	0	63 096	13 630	22 129	139 572	548 358
IV	230 558	78 011	103 470	4 004	185 485	42 808	0	65 098	13 648	22 355	143 910	559 953
2008 P												
I	248 101	81 549	107 922	5 619	195 091	48 038	0	75 570	14 160	25 322	163 089	606 281
II	243 715	81 194	107 779	5 458	194 430	44 953	0	81 559	15 560	26 027	168 099	606 244
III	264 780	80 262	114 663	5 348	200 272	41 218	0	83 693	17 917	27 905	170 733	635 785
IV	310 708	81 487	129 983	3 065	214 534	48 588	0	93 483	19 130	32 766	193 966	719 208
2009 P												
I	322 165	85 893	137 797	5 402	229 092	46 078	0	89 110	20 215	37 252	192 654	743 911
II	295 856	78 387	127 976	4 562	210 925	50 132	0	88 074	20 700	35 002	193 908	700 689
III	282 643	67 884	118 690	3 888	190 462	48 395	0	92 092	19 779	36 276	196 542	669 647

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs annuel	v235437	v235438	v235439	v235441	v235447	v235440	v235442	v235443	v235448	v235436	v235444
Vecteurs trimestriel	v20862996	v20863002	v20863005	v20863008	v20862999	v20863014	v20863017	v20863020	v20863011	v20862993	v20863023
millions de dollars											
1996											
III	121 081	158 296	41 910	21 231	221 437	20 981	45 116	6 444	72 541	415 059	-159 803
IV	121 943	165 812	44 292	20 680	230 783	19 621	59 761	6 411	85 793	438 518	-171 032
1997											
I	122 777	166 691	44 074	23 122	233 888	21 653	78 755	7 420	107 828	464 493	-181 639
II	125 046	167 617	44 452	20 447	232 516	22 219	77 229	7 863	107 311	464 873	-176 452
III	128 102	175 359	46 431	20 290	242 081	20 758	65 531	7 928	94 217	464 400	-179 748
IV	128 978	179 873	48 259	24 149	252 282	20 036	82 486	7 590	110 112	491 371	-200 436
1998											
I	129 149	180 747	51 218	20 290	252 255	20 092	88 880	7 933	116 905	498 308	-199 710
II	134 900	186 785	53 999	19 589	260 373	21 244	81 602	8 327	111 173	506 446	-189 400
III	141 549	190 558	58 193	23 046	271 797	21 809	85 935	8 503	116 247	529 594	-208 365
IV	146 893	195 133	61 239	22 993	279 365	19 913	95 484	8 409	123 806	550 063	-220 737
1999											
I	151 828	195 738	61 143	19 311	276 191	20 516	81 769	9 591	111 876	539 896	-213 494
II	155 061	195 064	63 599	17 932	276 595	19 555	64 253	9 842	93 650	525 306	-202 649
III	166 478	194 819	64 488	17 192	276 498	20 012	65 395	9 720	95 127	538 103	-202 469
IV	176 045	194 794	65 356	15 934	276 084	20 503	68 200	9 455	98 158	550 286	-199 639
2000											
I	183 490	192 205	74 160	18 115	284 480	19 350	73 085	10 204	102 639	570 609	-206 167
II	198 725	191 954	79 253	17 505	288 712	18 775	76 629	10 154	105 558	592 995	-200 636
III	204 045	195 429	83 013	14 272	292 714	19 630	74 272	10 407	104 310	601 069	-198 282
IV	193 651	194 720	79 993	17 097	291 809	22 496	72 822	9 917	105 234	590 695	-183 634
2001											
I	200 865	215 400	80 095	13 527	309 022	20 232	78 663	10 197	109 092	618 980	-192 360
II	209 048	216 783	70 858	14 719	302 360	21 739	72 111	10 589	104 439	615 847	-202 873
III	212 842	224 422	70 419	11 723	306 564	28 784	81 005	10 650	120 439	639 844	-212 841
IV	219 927	248 872	70 054	13 581	332 507	23 082	89 866	10 213	123 161	675 595	-240 500
2002											
I	227 267	257 667	70 315	14 839	342 822	25 046	97 310	10 531	132 887	702 976	-261 180
II	230 602	249 479	73 095	14 743	337 316	22 046	95 528	10 228	127 803	695 721	-268 224
III	230 374	263 918	71 770	14 213	349 901	21 855	102 181	10 388	134 424	714 699	-266 046
IV	231 566	264 933	73 313	15 327	353 573	22 513	105 313	10 542	138 368	723 507	-258 172
2003											
I	236 259	250 124	73 626	13 071	336 820	18 108	122 488	10 545	151 141	724 221	-276 637
II	239 564	233 176	74 943	12 590	320 710	16 729	93 506	9 936	120 171	680 445	-268 396
III	237 585	223 146	76 631	11 244	311 022	15 763	100 293	10 045	126 101	674 708	-258 211
IV	238 057	224 696	77 062	13 383	315 141	14 611	105 990	9 990	130 591	683 789	-271 682
2004											
I	239 391	233 626	78 422	11 118	323 166	17 013	101 169	10 729	128 912	691 469	-275 527
II	237 585	241 685	86 611	12 014	340 310	16 693	106 541	10 592	133 827	711 722	-246 595
III	245 200	233 099	88 416	10 902	332 417	17 277	99 547	10 101	126 926	704 543	-247 127
IV	243 328	227 035	90 957	12 135	330 127	18 126	97 743	9 914	125 783	699 238	-249 460
2005											
I	243 526	224 320	91 794	12 220	328 334	16 124	93 450	10 030	119 604	691 464	-225 451
II	245 685	231 359	88 710	12 359	332 427	18 131	92 510	10 684	121 325	699 437	-216 817
III	256 988	219 217	88 478	10 397	318 091	18 124	108 801	11 352	138 276	713 355	-231 467
IV	251 477	211 905	85 463	11 876	309 244	17 657	110 665	10 775	139 097	699 818	-219 205
2006											
I	259 966	211 319	87 036	14 850	313 206	17 935	100 063	10 789	128 786	701 958	-195 167
II	263 360	203 759	89 744	17 351	310 854	23 202	110 298	10 593	144 093	718 307	-203 053
III	267 717	211 421	89 812	16 877	318 110	29 863	102 768	10 516	143 147	728 974	-185 983
IV	271 125	221 838	88 889	15 634	326 361	32 968	111 634	10 452	155 053	752 540	-191 775
2007											
I	275 603	224 669	92 152	15 040	331 861	32 118	124 334	12 713	169 164	776 628	-185 291
II	283 074	209 828	95 780	15 125	320 732	30 749	133 491	13 085	177 326	781 132	-213 458
III	281 144	200 902	95 607	15 441	311 951	28 759	123 291	13 705	165 755	758 850	-210 492
IV	292 698	201 632	89 084	15 222	305 938	26 141	128 213	12 584	166 937	765 572	-205 619
2008 P											
I	294 479	210 142	90 476	12 366	312 984	26 623	148 662	12 827	188 112	795 575	-189 294
II	294 429	221 608	91 952	14 138	327 699	24 041	136 366	13 100	173 507	795 635	-189 391
III	294 002	232 457	88 681	16 048	337 186	23 146	131 229	13 084	167 459	798 647	-182 862
IV	293 608	252 733	85 274	23 563	361 570	24 299	152 502	11 846	188 647	843 826	-124 617
2009 P											
I	294 942	268 398	86 943	35 296	390 638	29 167	160 016	12 042	201 225	886 805	-142 894
II	293 136	270 823	88 865	31 971	391 660	22 709	142 128	11 856	176 693	861 489	-160 800
III	298 664	269 484	93 196	28 390	391 070	23 490	142 063	11 857	177 411	867 144	-197 497

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Actif

Année	Actif												Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total		
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs			
						Prêts ²	Provisions ³						
Vecteurs	v20862964	v20862970	v20862973	v30615507	v20862967	v20862979	v20862982	v20862985	v20862988	v20862991	v20862976	v20862961	
millions de dollars													
1996													
III	81 529	8 046	28 781	..	36 827	37 224	-11 439	44 990	6 271	34 493	111 539	229 896	
IV	87 299	8 729	30 675	..	39 404	31 731	-10 936	54 751	6 700	32 697	114 942	241 645	
1997													
I	90 159	9 140	30 562	..	39 701	36 987	-10 934	57 763	7 313	34 095	125 223	255 083	
II	93 835	9 425	31 595	..	41 021	42 894	-10 994	57 189	8 257	35 098	132 444	267 299	
III	97 795	10 548	31 006	..	41 554	45 951	-11 043	56 438	6 847	35 266	133 459	272 808	
IV	107 900	9 796	49 257	..	59 053	43 223	-10 004	64 116	7 333	36 928	141 595	308 548	
1998													
I	106 172	9 657	49 724	..	59 380	39 976	-10 038	60 514	8 972	37 282	136 707	302 259	
II	111 191	10 414	52 341	..	62 755	44 874	-10 162	61 513	6 688	38 782	141 695	315 640	
III	122 978	11 478	56 494	..	67 972	46 010	-10 396	65 372	13 404	39 945	154 335	345 285	
IV	129 642	12 290	59 049	..	71 338	37 075	-10 665	73 077	15 164	41 389	156 040	357 021	
1999													
I	127 459	12 447	61 916	..	74 364	34 461	-10 668	57 649	14 208	40 519	136 169	337 992	
II	125 642	12 090	66 008	..	78 098	35 731	-10 686	51 041	15 693	39 941	131 721	335 460	
III	136 532	12 292	74 046	..	86 337	38 441	-10 808	60 166	17 318	39 276	144 393	367 262	
IV	138 956	13 032	77 685	..	90 718	36 996	-10 851	53 684	18 096	39 101	137 026	366 699	
2000													
I	144 321	14 351	76 367	..	90 718	36 221	-10 675	45 853	19 773	39 988	131 161	366 200	
II	159 667	13 847	78 849	..	92 696	37 823	-10 808	52 020	20 365	40 503	139 904	392 267	
III	164 242	14 012	76 554	..	90 566	40 760	-10 871	55 722	21 976	40 281	147 868	402 677	
IV	178 564	14 102	82 858	..	96 960	38 679	-10 917	52 545	24 077	40 610	144 994	420 517	
2001													
I	188 880	14 733	85 025	..	99 758	38 671	-11 526	52 703	27 935	41 893	149 676	438 313	
II	187 439	14 125	84 994	..	99 118	39 984	-11 459	53 227	25 301	40 489	147 542	434 100	
III	207 151	15 337	93 379	..	108 716	42 779	-11 641	52 740	29 915	40 463	154 256	470 123	
IV	210 771	15 057	92 518	..	107 575	43 153	-11 822	65 882	30 538	40 785	168 535	486 882	
2002													
I	208 088	14 166	90 880	2 072	107 119	45 867	-11 821	63 092	32 963	39 264	169 365	484 571	
II	210 694	13 638	94 498	1 872	110 008	40 239	-11 700	59 792	35 768	38 298	162 397	483 099	
III	230 191	14 643	97 847	1 860	114 350	40 829	-11 843	60 325	35 181	37 726	162 219	506 759	
IV	235 502	15 614	98 299	1 957	115 869	43 629	-11 918	58 572	35 746	36 449	162 477	513 848	
2003													
I	226 244	15 241	94 162	1 935	111 338	41 666	..	61 880	33 959	31 446	168 951	506 533	
II	218 491	12 915	91 325	3 179	107 419	35 501	..	50 133	33 556	30 634	149 824	475 733	
III	225 460	13 332	95 286	3 608	112 226	30 647	..	52 860	33 646	30 698	147 851	485 536	
IV	242 612	13 597	99 802	3 842	117 241	29 273	..	56 864	32 637	30 414	149 188	509 041	
2004													
I	248 704	15 071	101 562	5 699	122 332	35 948	0	59 857	32 156	20 820	148 782	519 818	
II	252 607	15 501	103 039	5 570	124 110	39 768	0	63 305	31 785	21 861	156 720	533 437	
III	243 967	17 855	100 082	5 982	123 919	31 726	0	52 867	28 854	21 402	134 849	502 735	
IV	250 086	18 509	103 623	5 552	127 684	24 606	0	55 155	27 352	18 130	125 242	503 012	
2005													
I	248 416	21 020	103 555	5 665	130 241	30 149	0	58 877	28 919	20 260	138 205	516 861	
II	249 658	21 705	101 830	7 162	130 697	27 612	0	63 511	27 263	20 579	138 966	519 321	
III	246 497	23 866	98 449	6 838	129 153	25 506	0	68 446	24 367	19 759	138 078	513 728	
IV	249 798	26 284	98 415	7 754	132 453	23 697	0	65 402	24 491	19 958	133 547	515 798	
2006													
I	253 346	28 479	102 564	9 259	140 301	32 091	0	81 230	25 873	18 130	157 324	550 971	
II	259 860	31 221	105 976	6 441	143 638	34 444	0	84 278	27 422	18 010	164 153	567 652	
III	267 509	36 084	107 965	9 751	153 801	30 837	0	86 788	27 180	17 890	162 696	584 005	
IV	295 012	44 394	118 928	11 310	174 632	30 521	0	80 666	28 590	17 918	157 695	627 339	
2007													
I	299 133	54 341	123 224	12 145	189 710	34 934	0	78 373	29 296	15 506	158 109	646 952	
II	286 104	58 667	118 257	12 265	189 188	34 572	0	82 675	27 455	15 828	160 531	635 824	
III	277 715	57 563	118 617	4 416	180 596	38 284	0	88 385	27 257	14 477	168 403	626 714	
IV	284 887	57 360	123 157	3 507	184 024	34 467	0	92 799	26 944	15 569	169 780	638 690	
2008 P													
I	307 507	60 251	137 342	2 018	199 611	38 497	0	101 970	29 429	17 037	186 934	694 052	
II	306 373	58 518	136 707	1 613	196 838	43 118	0	102 915	29 467	17 322	192 822	696 033	
III	303 816	57 536	131 711	1 273	190 520	42 056	0	113 645	27 583	18 214	201 498	695 835	
IV	326 573	60 422	148 956	423	209 801	45 939	0	131 707	32 234	20 708	230 589	766 963	
2009 P													
I	332 942	58 852	154 898	349	214 100	51 262	0	139 463	32 934	19 945	243 605	790 646	
II	330 808	58 364	152 383	484	211 231	48 546	0	126 055	30 063	20 128	224 792	766 831	
III	318 752	55 147	144 417	480	200 045	51 444	0	118 756	40 952	20 161	231 312	750 109	

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v20862997	v20863003	v20863006	v20863009	v20863000	v20863015	v20863018	v20863021	v20863012	v20862994	v20863024
millions de dollars											
1996											
III	58 630	188 980	2 961	22 898	214 840	30 818	62 855	10 831	104 504	377 974	-148 078
IV	60 184	192 040	3 010	17 454	212 504	31 424	66 907	10 796	109 127	381 815	-140 170
1997											
I	59 074	189 424	3 037	18 701	211 163	32 771	66 953	10 880	110 605	380 841	-125 758
II	61 109	193 431	3 199	14 975	211 605	36 274	70 042	10 969	117 285	389 999	-122 700
III	63 793	190 831	3 062	15 035	208 928	37 288	72 206	10 811	120 305	393 026	-120 218
IV	65 299	188 025	3 143	16 352	207 519	31 647	82 751	11 006	125 404	398 222	-89 675
1998											
I	65 466	189 187	3 159	20 493	212 839	32 049	82 286	10 541	124 876	403 180	-100 921
II	67 288	194 048	3 230	17 152	214 430	35 885	82 903	10 790	129 578	411 295	-95 655
III	69 526	203 875	3 104	16 476	223 455	37 228	84 753	10 583	132 564	425 545	-80 260
IV	72 496	210 639	3 104	18 275	232 019	35 534	85 128	10 740	131 401	435 916	-78 896
1999											
I	73 233	201 274	2 651	16 205	220 129	35 070	80 557	11 078	126 706	420 068	-82 076
II	78 617	197 067	2 988	13 033	213 088	34 638	76 821	11 239	122 698	414 403	-78 943
III	80 379	199 712	3 763	11 269	214 744	36 453	79 461	11 095	127 008	422 131	-54 869
IV	76 519	194 598	3 714	11 742	210 054	36 499	76 556	11 109	124 165	410 738	-44 039
2000											
I	82 915	188 375	4 109	12 598	205 081	38 418	69 068	11 361	118 847	406 844	-40 644
II	90 879	187 832	4 204	10 940	202 975	40 562	71 636	11 438	123 636	417 490	-25 223
III	97 201	181 799	4 880	10 715	197 393	40 651	70 287	11 410	122 349	416 942	-14 266
IV	125 465	177 720	7 123	10 865	195 708	38 179	74 929	11 439	124 547	445 720	-25 203
2001											
I	125 476	175 869	7 601	9 724	193 194	35 830	88 161	11 447	135 438	454 109	-15 795
II	126 904	169 433	7 461	8 478	185 372	36 418	82 005	11 384	129 806	442 082	-7 982
III	125 526	178 334	7 549	7 747	193 630	34 336	91 669	11 504	137 508	456 665	13 458
IV	120 503	178 356	7 433	7 882	193 671	32 953	91 189	11 504	135 645	449 819	37 063
2002											
I	121 298	176 120	6 614	10 219	192 954	33 121	91 379	11 736	136 236	450 487	34 084
II	123 690	174 648	6 681	9 135	190 464	31 547	88 148	11 658	131 352	445 505	37 594
III	124 834	180 501	7 101	8 590	196 192	35 969	94 312	11 676	141 957	462 984	43 775
IV	125 253	184 140	7 304	9 958	201 402	36 258	89 723	11 733	137 714	464 368	49 480
2003											
I	127 968	182 028	6 559	10 109	198 696	37 647	81 603	11 469	130 719	457 382	49 151
II	131 053	179 797	6 292	10 075	196 165	35 782	76 482	11 497	123 761	450 979	24 754
III	133 491	179 769	6 450	9 481	195 700	35 810	77 750	11 481	125 041	454 232	31 304
IV	135 628	176 354	7 650	8 005	192 009	37 787	77 135	11 500	126 422	454 058	54 983
2004											
I	138 616	176 817	8 393	7 726	192 936	36 749	73 417	11 883	122 048	453 600	66 217
II	136 539	177 871	8 440	8 838	195 149	38 701	84 827	11 775	135 303	466 991	66 446
III	139 607	174 083	9 215	7 209	190 508	28 112	86 059	11 750	125 921	456 035	46 700
IV	136 122	175 201	9 084	7 486	191 771	26 023	78 235	11 826	116 084	443 977	59 035
2005											
I	135 924	179 738	7 906	6 408	194 052	34 012	81 792	12 307	128 111	458 086	58 775
II	136 707	174 810	7 430	7 351	189 592	33 834	88 719	12 212	134 765	461 063	58 258
III	138 111	170 411	7 831	7 290	185 531	27 355	90 001	11 985	129 341	452 983	60 745
IV	146 351	176 023	8 069	8 907	192 999	20 563	90 359	11 246	122 168	461 518	54 280
2006											
I	148 292	176 261	9 662	8 018	193 941	23 679	113 636	11 684	149 000	491 233	59 737
II	149 378	175 262	10 714	9 709	195 685	22 757	124 273	11 462	158 491	503 555	64 097
III	157 414	170 897	10 728	9 054	190 679	22 180	132 924	11 457	166 561	514 654	69 351
IV	167 522	187 330	10 161	8 881	206 371	20 030	115 148	11 116	146 294	520 187	107 152
2007											
I	169 793	191 145	9 721	8 690	209 556	25 757	122 683	12 708	161 148	540 498	106 454
II	173 476	183 301	8 788	8 964	201 054	28 246	118 182	13 213	159 641	534 171	101 653
III	186 664	178 537	8 840	6 942	194 319	26 393	115 898	13 435	155 725	536 707	90 007
IV	198 590	183 019	6 684	6 778	196 481	35 043	115 305	13 368	163 716	558 787	79 904
2008 P											
I	203 467	197 017	6 672	6 406	210 094	36 054	120 513	13 599	170 166	583 728	110 324
II	204 794	203 522	7 223	7 250	217 995	32 671	115 439	13 511	161 620	584 409	111 624
III	209 059	194 434	8 042	7 612	210 087	36 166	130 702	13 448	180 317	599 462	96 373
IV	211 256	201 351	10 693	11 343	223 387	40 251	148 654	12 075	200 981	635 624	131 339
2009 P											
I	210 606	204 457	10 784	9 531	224 771	39 802	153 696	12 091	205 588	640 966	149 680
II	211 120	212 369	12 613	12 463	237 445	36 423	144 196	11 670	192 288	640 853	125 977
III	217 115	201 854	18 439	7 933	228 225	32 601	138 430	20 549	191 579	636 919	113 190

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-1
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235450	v235452	v235453	v30615499	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
	millions de dollars											
1996	17 825	3 312	8 385	..	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036
1997	22 722	910	12 680	..	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648
1998	24 956	1 204	14 641	..	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	..	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 170	1 301	19 209	..	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343
2001	39 682	1 910	22 239	..	24 148	9 108	-10	26 593	6	2 549	38 245	102 075
2002	40 749	1 824	24 948	226	26 998	10 698	-7	25 518	8	1 392	37 609	105 356
2003	43 902	1 786	24 237	2 092	28 115	7 182	..	23 066	6	1 229	31 483	103 500
2004	44 358	2 006	25 430	4 714	32 150	3 753	0	27 039	4	845	31 641	108 149
2005	46 410	3 600	23 835	6 110	33 544	7 316	0	30 499	3	1 054	38 872	118 825
2006	57 561	5 953	26 283	7 906	40 142	9 643	0	33 627	0	659	43 929	141 631
2007	59 218	6 995	26 824	1 389	35 208	11 799	0	35 609	0	695	48 103	142 529
2008 P	53 974	6 709	24 179	154	31 042	10 624	0	50 619	0	659	61 902	146 919

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-2
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851
2001	26 913	44 595	2 423	2 785	49 803	11 610	42 965	231	54 806	131 522	-29 447
2002	27 552	51 086	2 433	5 989	59 509	16 468	39 991	222	56 682	143 743	-38 387
2003	26 002	51 729	1 805	3 850	57 384	16 744	39 438	242	56 424	139 810	-36 310
2004	25 318	55 443	2 237	3 814	61 493	10 683	40 232	250	51 165	137 976	-29 826
2005	29 499	57 193	1 710	3 971	62 873	10 347	47 053	240	57 640	150 013	-31 188
2006	37 823	66 539	1 952	3 100	71 591	10 654	61 192	333	72 179	181 594	-39 963
2007	52 449	66 659	1 513	1 398	69 569	18 925	49 354	331	68 609	190 627	-48 098
2008 P	54 423	81 952	3 100	2 955	88 008	23 880	63 565	339	87 785	230 215	-83 296

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235516	v235518	v235519	v30615502	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515
	millions de dollars											
1996	2 676	2 368	5 309	..	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722
1997	2 985	430	6 266	..	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828
1998	3 268	467	8 166	..	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353
1999	3 853	642	16 104	..	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370
2000	5 613	334	13 129	..	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253
2001	7 026	713	14 133	..	14 847	920	0	2 574	0	989	4 483	26 355
2002	9 708	382	13 645	0	14 027	375	0	3 379	0	742	4 495	28 230
2003	8 444	659	14 602	0	15 261	285	..	789	0	849	1 923	25 628
2004	8 367	1 154	15 998	0	17 152	210	..	957	0	351	1 519	27 037
2005	6 559	1 509	14 999	0	16 508	127	0	1 027	0	524	1 677	24 744
2006	4 451	1 564	21 297	0	22 861	122	0	1 335	0	489	1 945	29 257
2007	2 845	2 610	21 825	0	24 435	72	0	1 209	0	506	1 787	29 067
2008 P	3 070	3 648	33 242	0	36 890	59	0	1 508	0	535	2 102	42 061

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978
2001	7 864	34 269	23	23	34 315	3 942	2 399	525	6 866	49 046	-22 691
2002	9 305	31 937	37	32	32 005	3 761	1 733	528	6 022	47 333	-19 103
2003	9 892	31 444	38	44	31 526	2 758	397	596	3 751	45 169	-19 541
2004	9 939	25 938	186	20	26 144	1 551	326	657	2 535	38 618	-11 581
2005	10 523	26 200	79	25	26 303	1 383	373	546	2 302	39 127	-14 384
2006	13 431	28 358	38	30	28 426	1 371	1 263	617	3 252	45 109	-15 852
2007	13 634	30 486	54	26	30 565	1 384	1 893	636	3 914	48 113	-19 046
2008 P	13 013	40 062	60	23	40 145	1 151	3 693	655	5 498	58 657	-16 595

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235494	v235496	v235497	v30615501	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars											
1996	19 192	1 137	5 446	..	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	..	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	..	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	..	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	..	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 783	4 598	32 815	..	37 413	1 546	-7	8 784	6 116	2 546	18 984	99 181
2002	49 515	4 971	35 594	113	40 678	1 158	-6	5 837	5 109	2 418	14 517	104 710
2003	63 251	5 434	35 141	106	40 680	791	..	8 696	1 676	2 670	13 834	117 765
2004	77 017	7 363	35 134	285	42 782	3 278	0	9 043	1 038	2 529	15 887	135 686
2005	67 585	10 676	31 253	1 573	43 502	2 589	0	14 355	1 109	1 760	19 813	130 901
2006	72 765	21 191	37 302	3 220	61 713	3 793	0	14 251	963	1 702	20 710	155 188
2007	70 709	28 008	38 452	2 056	68 516	2 968	0	19 837	749	1 170	24 726	163 950
2008 P	82 638	29 157	48 792	251	78 200	7 616	0	26 292	2 946	3 422	40 275	201 113

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 144	52 023	523	1 198	53 745	1 431	6 939	1 057	9 427	128 316	-29 135
2002	66 687	55 082	525	343	55 951	804	8 009	1 096	9 909	132 547	-27 837
2003	76 156	53 666	1 514	238	55 418	519	5 409	1 106	7 034	138 608	-20 844
2004	74 962	53 050	1 502	267	54 819	1 657	7 148	1 159	9 964	139 745	-4 060
2005	71 998	51 098	1 450	1 048	53 596	2 768	11 824	1 048	15 641	141 235	-10 334
2006	67 930	50 890	1 953	444	53 287	2 888	5 709	1 039	9 636	130 853	24 335
2007	76 052	44 173	664	494	45 331	5 767	6 580	1 152	13 499	134 882	29 068
2008 P	78 645	36 717	2 165	390	39 272	6 262	8 400	1 150	15 812	133 729	67 384

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235538	v235540	v235541	v30615503	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars											
1996	8 392	124	2 412	..	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	..	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	..	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	..	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	..	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	26 449	2 134	10 972	..	13 106	5 847	0	4 469	1	1 954	12 270	51 826
2002	31 077	2 292	13 446	155	15 893	8 491	0	4 831	1	1 488	14 812	61 781
2003	28 986	2 302	12 477	218	14 996	9 427	..	4 575	4	1 382	15 388	59 371
2004	21 089	4 049	12 041	42	16 131	7 199	0	5 561	1	710	13 471	50 692
2005	21 998	5 408	11 069	72	16 549	3 885	0	5 907	0	1 633	11 424	49 971
2006	23 744	7 833	13 023	127	20 983	4 503	0	6 378	0	932	11 813	56 541
2007	24 533	9 315	13 375	57	22 747	4 333	0	9 399	0	912	14 644	61 924
2008 P	25 659	9 562	15 262	0	24 823	6 916	0	14 224	0	1 075	22 214	72 696

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
Vecteurs	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	11 039	23 892	2 341	915	27 148	535	5 302	919	6 756	44 943	6 882
2002	11 337	22 693	2 278	388	25 359	170	6 258	874	7 302	43 999	17 783
2003	11 735	18 336	2 231	391	20 958	3 135	4 255	800	8 191	40 884	18 486
2004	12 526	15 931	2 208	462	18 601	1 792	3 847	818	6 458	37 585	13 107
2005	17 642	13 960	1 746	454	16 160	614	4 454	1 142	6 211	40 013	9 957
2006	20 001	14 196	1 921	486	16 603	-39	7 811	1 085	8 857	45 461	11 080
2007	21 716	12 177	130	453	12 760	707	8 128	1 142	9 976	44 452	17 472
2008 P	24 161	12 549	959	886	14 394	853	6 306	1 184	8 343	46 897	25 799

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres actifs ⁵		
						Prêts ²	Provisions ³					
Vecteurs	v235560	v235562	v235563	v30615504	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559
	millions de dollars											
1996	39 215	1 788	9 123	..	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146
1997	50 493	4 506	8 307	..	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109
1998	60 691	4 642	8 048	..	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459
1999	68 651	5 855	10 291	..	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212
2000	80 182	5 666	10 311	..	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796
2001	94 832	5 702	12 358	..	18 060	25 732	-11 805	23 463	24 415	32 748	94 553	207 445
2002	104 455	6 143	10 666	1 464	18 274	22 906	-11 905	19 006	30 628	30 408	91 043	213 771
2003	98 028	3 416	13 345	1 428	18 189	11 588	..	19 737	30 951	24 285	86 560	202 777
2004	99 256	3 939	15 019	510	19 468	10 167	0	12 554	26 308	13 695	62 724	181 448
2005	107 247	5 092	17 259	0	22 351	9 780	0	13 615	23 378	14 987	61 761	191 358
2006	136 492	7 853	21 022	58	28 933	12 461	0	25 076	27 626	14 136	79 299	244 723
2007	127 583	10 433	22 681	4	33 117	15 294	0	26 745	26 195	12 286	80 520	241 220
2008 P	161 233	11 347	27 482	18	38 847	20 725	0	39 064	29 289	15 017	104 095	304 174

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
Vecteurs	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 542	23 576	2 123	2 961	28 660	15 434	33 584	8 772	57 790	95 992	111 453
2002	10 371	23 341	2 031	3 205	28 578	15 055	33 731	9 012	57 799	96 747	117 024
2003	11 842	21 179	2 063	3 481	26 723	14 631	27 635	8 755	51 021	89 587	113 191
2004	13 377	24 839	2 951	2 923	30 714	10 339	26 682	8 941	45 963	90 053	91 395
2005	16 688	27 573	3 084	3 410	34 067	5 450	26 655	8 270	40 374	91 129	100 229
2006	28 337	27 346	4 297	4 820	36 463	5 155	39 173	8 041	52 370	117 170	127 553
2007	34 739	29 525	4 323	4 407	38 255	8 261	49 350	10 108	67 718	140 712	100 508
2008 P	41 015	30 071	4 409	7 089	41 568	8 106	66 691	8 747	83 543	166 126	138 048

Note(s) : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du **Bilan des investissements internationaux du Canada** ont été produites à partir de 1990. Des estimés supplémentaires à la valeur au marché pour les investissements de portefeuille en obligations et en actions sont également disponibles à partir de 1990. Au passif, les estimés à la valeur au marché des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire canadien sont disponibles à partir de 2002.

Du côté de l'actif, les estimés pour l'investissement de portefeuille dans les instruments en effets du marché monétaire étranger étaient disponibles à partir de 2002. Les effets du marché monétaire faisaient parti de la catégorie, autres investissements, avant cette date.

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les positions de fin d'exercice. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimées à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les bénéfices réinvestis.

Placements de portefeuille

L'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les positions annuelles à la valeur marchande en actions et obligations étrangères. Les positions à la valeur marchande sont converties aux valeurs comptables à l'aide de ratios de capitalisation pour dériver les estimés à la valeur comptable. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande, dans le cas des estimés à la valeur marchande. Les flux à la valeur marchande sont ajustés à la valeur comptable pour obtenir les positions trimestrielles à la valeur comptable. De plus, les estimés à la valeur marchande tiennent compte des fluctuations du prix des actifs.

On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les effets du marché monétaire canadien et étranger. Les positions sont calculées de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produites tous les trois mois. Le système permet de produire des positions à la fois à la valeur comptable et la valeur marchande.

Les positions trimestrielles à la valeur comptable des avoirs en actions canadiennes sont calculées à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ratio de capitalisation. Pour ce qui est de la valeur marchande des actions canadiennes, celle-ci est dérivée sur une base annuelle en convertissant les données repères à la valeur comptable à l'aide de ratios de capitalisation appliqués sur une base détaillée d'instruments. Les estimés trimestriels sont par la suite générés en tenant compte des flux à la valeur marchande et d'un indice de changement de prix.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs en réserves officielles internationales

sont disponibles tous les mois. Les divers autres comptes sont basés sur les enquêtes annuelles et ajustées en positions trimestrielles à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du **Manuel de la balance des paiements (1993)** du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette

1. La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits, produit n° 67-506-XPF au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm

2. Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook, Washington, DC, Fonds monétaire international.

3. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.

influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille, l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

En ce qui a trait aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché représente un défi important puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Dans le but d'améliorer les estimations canadiennes et pour contribuer aux efforts internationaux visant l'amélioration des estimations fondées sur la valeur marchande, le Canada a récemment présenté des estimations provisoires agrégées des investissements directs étrangers à la valeur marchande. Il est prévu que durant l'année qui vient, la méthodologie sera améliorée, des estimations remontant à plus loin seront compilées et des estimations trimestrielles des IDE seront produites.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché pour ce qui est de l'investissement direct, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

4. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5^e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan net des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans « autres investissements » l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, « Application des normes internationales »), La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.

l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, on définit ainsi l'actif : Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶.

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷.

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société étrangère, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6.

7. Ibid, alinéa 2.24, p. 20. [...]

8. Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux⁹.

On constate l'inverse dans le **Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993** où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière

9. Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.

10. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.

11. Ibid, alinéa 4.30, p. 96.

durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

12. Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, décembre 1997, 1590.06.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2004, le taux de réponse était de 45 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 53 % en 2004. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions, obligations et instruments du marché monétaire (titres tant canadiens qu'étrangers). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements » jusqu'en 2001, puisque les statistiques canadiennes ne parvenaient pas à séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères auparavant.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada*. On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes en actions et obligations étrangères.

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien et étranger

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien et étranger. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2004, le taux de réponse était de 77 %. Cependant, cette enquête, à laquelle participe les investisseurs institutionnels majeurs au pays, n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2004, le taux de réponse était de 53 % pour les sociétés et de 82 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire (canadiens et étrangers), sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Avant 2003, des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allègement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques.

Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes et du compte des ressources générales du ministre des Finances. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- le passif à vue du gouvernement du Canada
- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'actif, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif), avant 2003, ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les **autres actifs**, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada sont utilisées pour dériver l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexplicables. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2004.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement

annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. À partir de 2002, les positions du marché monétaire sont incluses, dans les actifs, sous les investissements de portefeuille. Avant 2002, ces positions étaient incluses avec les autres actifs sous les autres investissements.
3. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
4. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
5. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
6. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.
7. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

8. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
9. Avant 2002, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.
10. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
11. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
12. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5, 6 et 7

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 9

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 12

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

Tableau 13

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovaquie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 14.1, 14.2 et 14.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 15 et 16

1. Les autres pays de l'Union européenne (UE) comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à partir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovaquie; à partir de janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie.

2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 17

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 19.1 à 19.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 21.1, 22.1, 23.1, 24.1, 25.1, 26.1 et 27.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
3. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
4. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
5. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableaux 21.2, 22.2, 23.2, 24.2, 25.2, 26.2 et 27.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes auprès des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. L'actif financier comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Action participative

Type d'actions privilégiées donnant à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société émettrice et à tout excédent de l'actif en cas de liquidation. Les actions participatives sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Actions

Les actions comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées, qui représentent une part de la propriété de l'entreprise. Les actions comprennent également les certificats représentatifs d'actions étrangères, presque toutes les parts de fonds communs de placement et de fiducies de revenu ainsi que les bons de souscription d'actions. Les actions peuvent être traitées comme un investissement de portefeuille ou un investissement direct dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Autres actifs ou autres passifs

Les autres actifs ou autres passifs font partie de la catégorie fonctionnelle des autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux. Ils comprennent les créances autres que les prêts et les dépôts.

Autres investissements

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif uniquement) et les autres actifs ou autres passifs.

Avoirs de réserve

Créances sur des non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles sont utilisées aux fins de la politique monétaire d'un pays. Les avoirs de réserve sont inclus dans les autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Balance des paiements (BdP)

État statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'un pays réalisées avec le reste du monde.

Base entièrement consolidée

Base de déclaration pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada. On recense les données sur les investissements directs entrants et sortants des entités sur une base entièrement consolidée. Ainsi, par principe, les données de sondage portent sur toutes les filiales, les sociétés associées et les succursales détenues directement ou indirectement.

Bénéfices non répartis

Total cumulatif des bénéfices annuels retenus par une entreprise, après le paiement de toutes les dépenses et dividendes.

Bilan des investissements internationaux (BII)

Le BII est le bilan de l'actif et du passif financier d'un pays par rapport au reste du monde. Combiné aux opérations de la balance des paiements, le BII constitue un ensemble de comptes internationaux d'un pays.

Bilan net des investissements internationaux

Le bilan net des investissements internationaux est l'ensemble de l'actif externe moins l'ensemble du passif externe. Le bilan net présente la valeur de l'actif à l'étranger détenu par un pays par rapport au passif que ce pays doit aux non-résidents.

Centre d'intérêt économique

Fondement de la définition de la résidence des agents économiques pour la balance des paiements. La BdP enregistre la valeur des opérations entre les résidents et les non-résidents. On dit d'une personne ou d'une entité qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Compte financier

Compte principal de la balance des paiements qui comptabilise les opérations sur des instruments financiers représentant les activités de financement et d'investissement du Canada avec le reste du monde. Les opérations sont divisées en trois classes fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Conventions de rachat

Une convention de rachat est une entente par laquelle une entité cède des titres pour un prix convenu et s'engage à les racheter pour un prix et à une date convenus. Ces ententes sont habituellement à très court terme (le jour suivant), mais peuvent porter sur une période de un mois ou davantage. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts garantis par des titres et classées dans la catégorie autres investissements de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle une valeur mobilière (p. ex., une obligation) est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les dépôts bancaires, les billets de dépôt, les certificats de dépôt et toutes les autres créances représentant une preuve de dépôt, y compris la monnaie fiduciaire. Les dépôts, qui sont en grande partie associés aux banques canadiennes, sont traités comme autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui constitue un prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme un investissement direct, un investissement de portefeuille ou un autre investissement selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Dividendes

Bénéfices provenant des activités courantes, qui sont distribués aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative ou d'une société d'État. Cet élément de revenu est inclus dans le poste des investissements de portefeuille ou des investissements directs du compte courant.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments des avoirs de réserve créés par le FMI comme complément à d'autres éléments d'avoirs de réserve qui sont alloués périodiquement aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur quote-part. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations sur DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

L'effet du taux de change est la fluctuation, d'une période à une autre, de l'évaluation d'un élément d'actif ou de passif dans le bilan des investissements internationaux, qui est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les instruments financiers libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à la fin de chaque période de référence en fonction des taux de change applicables.

Entités à vocation spéciale

Ces entités sont habituellement établies dans des pays autres que ceux où résident les sociétés mères, et où elles effectuent principalement des opérations internationales. Ces entités spécialisées sont définies en fonction de leur structure (p. ex., les sociétés de portefeuille) ou de leur objet (p. ex., ventes et administration). Dans la balance des paiements, ces entités sont traitées comme des entreprises d'investissement direct, sous réserve qu'elles satisfassent au critère de propriété de 10 %.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société, dans laquelle un investisseur direct, qui est résident d'un autre pays, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en

société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées, qui peuvent être des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur au marché, valeur à l'échéance, etc.) qui reflètent souvent les principes comptables applicables, les restrictions juridiques et la tradition, de même que des considérations théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède plus de 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Fonds commun de placement

Portefeuille de placements diversifié, placé au nom d'un groupe d'investisseurs et géré par des gestionnaires professionnels. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds, représenté par le nombre de parts qu'il a acquis, et partageant ainsi tout gain ou perte réalisé par le fonds. Selon les objectifs du fonds, son actif peut comprendre des actions, des titres de créance ou d'autres instruments financiers.

Instruments du marché monétaire

Titres de créance négociables dotés d'une échéance initiale d'un an ou moins. Ils comprennent les bons du Trésor, les effets commerciaux et les effets des sociétés de financement, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques et d'autres effets à court terme. Les instruments du marché monétaire sont traités comme des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, des investissements de portefeuille ou d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon l'instrument et la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Instruments financiers dérivés

Les *instruments financiers dérivés* sont des instruments financiers liés à un instrument financier, un indicateur ou un produit de base particulier, par lesquels on peut négocier des risques financiers particuliers dans les marchés financiers. Leur valeur découle du prix de l'élément sous-jacent (c.-à-d., le prix de référence) et, contrairement aux titres de créance, aucun principal à être remboursé n'est avancé et aucun revenu de placements ne s'accumule. Les contrats à terme standardisés et de gré à gré, les options, les bons de souscription et les swaps constituent des exemples d'instruments financiers dérivés.

Intérêt

L'*intérêt* est la somme que le débiteur doit ou verse au créateur pendant une période donnée et qui ne réduit pas le montant du principal dû, selon les conditions de l'instrument financier convenues entre les deux parties.

Investissement de portefeuille

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays sous forme d'actions et de titres de créance d'un autre pays réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'exploitation ou la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une influence significative de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise.

Investisseurs institutionnels

Organisations qui achètent et vendent habituellement des valeurs mobilières en très grandes quantités. Les investisseurs institutionnels sont moins bien protégés par la réglementation, parce que l'on suppose qu'ils connaissent mieux le secteur et qu'ils sont en mesure de mieux se protéger eux-mêmes. Les plus grands investisseurs institutionnels canadiens sont les fonds de pension, les fonds communs de placement, les caisses en gestion distincte et les fonds collectifs ainsi que les fonds généraux des compagnies d'assurance.

Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)

La *LDPM* est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. L'objet de la *Loi* est de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés exploitées au Canada, et d'utiliser ces renseignements pour évaluer l'étendue et l'incidence du *contrôle des non-résidents* sur l'économie canadienne. Un rapport annuel qui résume ces renseignements doit être présenté au Parlement. La *LDPM* était auparavant connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*.

Monétisation et démonétisation de l'or

La monétisation est l'acquisition par les autorités monétaires d'or-marchandise en vue d'augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation est la disposition par les autorités monétaires de l'or monétaire à des fins non monétaires. Bien que ces acquisitions ou ventes accroîtront ou décroîtront l'actif des réserves officielles d'un pays, les opérations ne sont pas comptabilisées dans l'actif de réserves de la BdP. Toutefois, lorsqu'une autorité monétaire d'un pays traite avec le secteur privé d'un autre pays pour acheter ou vendre de l'or, ces opérations sont enregistrées dans les statistiques commerciales des deux pays.

Non-résident

Une personne ou une entreprise est réputée non-résidente d'un pays si son centre d'activité économique est situé à l'extérieur de ce pays (voir aussi Résident).

Obligations coupons détachés ou obligations à coupon zéro

Habituellement, des obligations du gouvernement fédéral ou provincial de grande qualité émises initialement au porteur, desquelles une partie ou tous les coupons portant intérêt ont été détachés. Le principal de l'obligation et tout

coupon restant (le résidu) sont alors négociés séparément des coupons détachés, les deux à un prix passablement inférieur à leur valeur au pair.

Obligations, débetures, billets

Titres de créance émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ils sont vendus aux investisseurs moyennant la promesse qu'ils seront remboursés avec les intérêts à la fin d'une période donnée. Les obligations, débetures et billets peuvent être traitées comme des investissements directs ou des investissements de portefeuille dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Opération

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction[D1] [t2] d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les réévaluations diverses modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif des réserves internationales officielles de la catégorie des autres investissements. Il représente l'or que possèdent les autorités monétaires et qui est détenu comme actif financier. Les opérations de la BdP sont comptabilisées uniquement lorsque l'or monétaire fait l'objet d'une opération entre les autorités monétaires de divers pays ou entre les autorités monétaires et le Fonds monétaire international.

Or non monétaire

Dans le poste commerce de biens du compte courant, l'or non monétaire est traité comme tous les autres produits, c'est-à-dire qu'il est enregistré dans les importations et exportations d'un pays. Les échanges d'or effectués par les autorités monétaires de divers pays sont comptabilisés dans l'actif des réserves du compte financier.

Parts de fiducie de revenu

Les détenteurs de parts d'une fiducie de revenu reçoivent des distributions en espèces régulières d'une entité créée pour verser les flux de trésorerie générés par une entreprise. Les parts de fiducie de revenu sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Passif financier canadien

Regroupement de toutes les *créances financières des non-résidents* visant les résidents canadiens dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. Le passif financier canadien comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Position de réserve du fonds

Élément des avoirs de réserve qui renvoie à la somme des achats dans la tranche de réserve qu'un membre peut mobiliser et à tout endettement du Fonds monétaire international (FMI) facilement remboursable au membre.

Prêts

Créance qui constitue un prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans le cadre desquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Principe de débiteur/créancier

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers d'investissement direct : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de débiteur/créancier, les opérations découlant des changements dans les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et les opérations découlant des changements dans le passif financier sont attribuées au pays de résidence du créancier non résident, même si les sommes sont versées à un pays différent ou perçues d'un pays différent (voir aussi Principe de l'agent économique transacteur).

Principe de l'agent économique transacteur

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de l'agent économique transacteur, les opérations découlant des changements dans les créances et le passif sont attribuées au pays de résidence de la partie non-résidente de l'opération (le transacteur), même si ce n'est pas le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct ou de l'investisseur direct (voir aussi Principe de débiteur/créancier).

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les autres pays (y compris les organisations internationales).

Résident

On dit d'une personne ou d'une entreprise qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier renvoie au classement de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés dans l'une des catégories suivantes : le gouvernement du Canada, les entreprises fédérales, les administrations provinciales, les entreprises provinciales, les administrations municipales, les entreprises municipales ou les sociétés. Les émetteurs étrangers sont classés comme des gouvernements, des organisations internationales ou autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 100 % par une autre entité commerciale. Selon le degré de propriété, les sociétés affiliées sont classées comme des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Société associée

Entité commerciale détenue dans une proportion de 10 % à 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et qui est détenue par une autre entité commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période qui s'écoule entre la date à laquelle le titre est émis (terme initial jusqu'à échéance) ou en circulation (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle le titre est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les instruments du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou de portefeuille.

Titrisation

Regroupement d'éléments d'actif non négociés en vue d'émettre des titres standardisés garantis par ces éléments d'actif, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre est le montant que l'émetteur paiera au détenteur du titre à la date de rachat du titre. On fait souvent référence à la valeur au pair, à la valeur nominale ou à la valeur de rachat.

Valeur au marché

La valeur au marché est une autre méthode d'évaluation pour les statistiques du bilan des investissements internationaux. La valeur au marché des éléments de l'actif et du passif reflète les cours en vigueur au moment où le bilan est calculé.

Valeur comptable

Méthode d'évaluation de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres du détenteur de l'actif ou de l'émetteur du passif. La valeur comptable est une des méthodes qui sert à évaluer l'actif et le passif financiers canadiens dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui, au sens large, représente le prix réel (ou prix du marché) convenu par les agents économiques et qui sert habituellement à comptabiliser les opérations dans la balance des paiements. En l'absence d'un prix du marché, par exemple dans le cas de troc, des mesures de substitution doivent être estimées, généralement en tenant compte des prix du marché connus pour d'autres opérations équivalentes.

Appendice II

Tableaux de références

Tableau explicatif 1

Cours du change étranger - unité étrangère exprimée en monnaie canadienne

Période	Dollar É.-U.		Livre sterling	Euro	Franc suisse	Yen japonais
	Clôture	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi	Moyenne à midi
Vecteurs	v37432	v37426	v37430	v21570998	v37429	v37456
2007						
I	1,1546	1,1716	2,2903	1,5354	0,9499	0,0098
II	1,0654	1,0981	2,1816	1,4809	0,8988	0,0091
III	0,9948	1,0446	2,1115	1,4367	0,8717	0,0089
IV	0,9913	0,9818	2,0067	1,4230	0,8574	0,0087
2008						
I	1,0265	1,0041	1,9863	1,5057	0,9417	0,0096
II	1,0197	1,0100	1,9912	1,5783	0,9794	0,0097
III	1,0642	1,0418	1,9666	1,5620	0,9697	0,0097
IV	1,2180	1,2125	1,8981	1,5951	1,0464	0,0127
2009						
I	1,2613	1,2453	1,7860	1,6217	1,0841	0,0133
II	1,1630	1,1672	1,8072	1,5890	1,0497	0,0120
III	1,0707	1,0974	1,7996	1,5694	1,0332	0,0117
2008						
Janvier	1,0038	1,0111	1,9907	1,4877	0,9185	0,0094
Février	0,9844	0,9991	1,9619	1,4738	0,9168	0,0093
Mars	1,0265	1,0020	2,0063	1,5556	0,9897	0,0099
Avril	1,0072	1,0139	2,0089	1,5972	1,0001	0,0099
Mai	0,9930	0,9994	1,9653	1,5555	0,9577	0,0096
Juin	1,0197	1,0167	1,9992	1,5821	0,9803	0,0095
Juillet	1,0240	1,0127	2,0135	1,5955	0,9846	0,0095
Août	1,0620	1,0544	1,9849	1,5734	0,9711	0,0096
Septembre	1,0642	1,0583	1,9015	1,5170	0,9533	0,0099
Octobre	1,2045	1,1848	1,9940	1,5688	1,0357	0,0119
Novembre	1,2370	1,2182	1,8659	1,5529	1,0221	0,0126
Décembre	1,2180	1,2345	1,8343	1,6635	1,0815	0,0135
2009						
Janvier	1,2265	1,2263	1,7727	1,6230	1,0883	0,0136
Février	1,2723	1,2451	1,7944	1,5929	1,0696	0,0134
Mars	1,2613	1,2645	1,7910	1,6492	1,0943	0,0129
Avril	1,1930	1,2240	1,8010	1,6158	1,0666	0,0124
Mai	1,0917	1,1509	1,7767	1,5727	1,0406	0,0119
Juin	1,1630	1,1265	1,8438	1,5785	1,0421	0,0117
Juillet	1,0775	1,1222	1,8365	1,5802	1,0403	0,0119
Août	1,0950	1,0882	1,7969	1,5517	1,0183	0,0115
Septembre	1,0707	1,0818	1,7655	1,5764	1,0410	0,0119
Octobre	1,0819	1,0549	1,7099	1,5632	1,0327	0,0117
Novembre	1,0556	1,0596	1,7580	1,5799	1,0462	0,0119

Tableau explicatif 2
Certains rendements du marché des capitaux, mensuel

Période	Cours des actions		Obligations (10 ans de rendement)			Bons du trésor (3 mois)		
	Indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto, dernier jour, 1975=1 000	Standard and Poor's (500), 1941-43=10	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel
Vecteurs	v122620	v37425	v122543	v4429276	v122543- v4429276	v122531	v29850231	v122531- v29850231
	indice		taux					
2007								
Décembre	13 833,1	1 468,4	4,09	4,30	-0,21	3,86	3,00	0,86
2008								
Janvier	13 155,1	1 378,6	3,88	3,78	0,10	3,41	2,75	0,66
Février	13 582,7	1 330,6	3,81	3,85	-0,04	3,24	2,12	1,12
Mars	13 350,1	1 322,7	3,46	3,51	-0,05	1,72	1,26	0,46
Avril	13 937,0	1 385,6	3,58	3,77	-0,19	2,68	1,29	1,39
Mai	14 714,7	1 400,4	3,68	4,03	-0,35	2,68	1,73	0,95
Juin	14 467,0	1 280,0	3,71	4,12	-0,41	2,60	1,86	0,74
Juillet	13 592,9	1 267,4	3,81	4,07	-0,26	2,41	1,63	0,78
Août	13 771,2	1 282,8	3,52	3,77	-0,25	2,42	1,72	0,70
Septembre	11 752,9	1 164,7	3,66	3,80	-0,14	1,92	1,13	0,79
Octobre	9 762,8	968,8	3,74	3,93	-0,19	1,98	0,67	1,31
Novembre	9 270,6	896,2	3,36	2,99	0,37	1,70	0,19	1,51
Décembre	8 987,7	903,2	2,69	2,25	0,44	0,83	0,03	0,80
2009								
Janvier	8 694,9	825,9	2,97	2,71	0,26	0,83	0,13	0,70
Février	8 123,0	735,1	2,95	2,95	0,00	0,67	0,30	0,37
Mars	8 720,4	797,9	2,96	2,81	0,15	0,39	0,21	0,18
Avril	9 324,8	872,8	3,08	3,12	-0,04	0,22	0,06	0,16
Mai	10 370,1	919,1	3,57	3,71	-0,14	0,20	0,18	0,02
Juin	10 374,9	919,3	3,45	3,72	-0,27	0,24	0,18	0,06
Juillet	10 787,2	987,5	3,53	3,69	-0,16	0,23	0,18	0,05
Août	10 868,2	1 020,6	3,39	3,44	-0,05	0,21	0,17	0,04
Septembre	11 395,0	1 057,1	3,31	3,31	0,00	0,22	0,12	0,10
Octobre	10 910,8	1 036,2	3,45	3,44	0,01	0,22	..	..
Novembre	11 447,2	1 095,6	3,25	3,28	-0,03	0,22	..	..